



**REFUGEE RIGHTS
EUROPE**

**TOUJOURS DANS LA RUE :
ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION DES RÉFUGIÉS
ET PERSONNES DÉPLACÉES À PARIS**



L'ÉQUIPE

DATES DE LA RECHERCHE

27-30 janvier 2018

ANALYSE DES STATISTIQUES

Mohamad Alhussein Saoud

COORDONNATEURS DE RECHERCHE

Alice Lucas, Samer Mustafa,
Mohamad Alhussein Saoud,
Marta Welander

CHERCHEURS SUR LE TERRAIN

Miriam Beller, Margot Bernard,
Denise Charlton, Fee Mira Gerlach,
Alice Lucas, Samer Mustafa, Diala
Nammour, Mouska Safi, Mohamad
Alhussein Saoud, Marta Welander

AUTEURS DU RAPPORT

Alice Lucas, Marta Welander

ÉDITEUR DU RAPPORT

Natalie Stanton

TRADUCTION

Alexandre Porteret

CONCEPTION GRAPHIQUE

Pippa Stanton
Me And You Create
www.meandyoucreate.com
hello@meandyoucreate.com

CRÉDITS PHOTOS

Samer Mustafa, Mohamad
Alhussein Saoud

TRADUCTEURS

AMHARIQUE: Jonas Huruy Kidane
ARABE: Mohamad Alhussein Saoud
FRANÇAIS: Diala Nammour
PACHTOUNE: Usama Khilji
PERSAN: Nahzley Anvarian
TIGRINYA: Jonas Huruy Kidane

REMERCIEMENTS

- **Marie-Charlotte Fabie, Margot Bernard et Beth Gardiner de Safe Passage**, pour avoir partagé avec nous leur connaissance de la situation en amont de l'étude, et pour nous avoir aidés à établir des liens sur le terrain.
- **Denise Charlton and Associates** pour notre partenariat et un soutien continu inestimable.
- **Diala Nammour** pour son soutien pro bono inestimable, plus récemment avec la conception graphique du rapport français.
- **Utopia 56**, pour avoir facilité l'accès aux lieux de recherche à Paris.
- **Habiba Boumaâza**, pour s'être jointe à l'étude et avoir réalisé un incroyable travail bénévole pour nous.
- **La Lush Foundation**, pour leur soutien généreux qui a permis de rendre possible la conduite de cette étude.
- **Toutes les personnes** qui ont généreusement appuyé cette étude par leurs dons sur notre page de crowdfunding.
- **Les membres de l'équipe Refugee Rights Europe, les volontaires, les conseillers, et le comité** pour leur soutien continu en coulisses.
- **Enfin, et par-dessus tout, nous souhaitons exprimer notre sincère reconnaissance aux personnes déplacées qui ont pris part à cette étude.**



Credits photos: Samer Mustafa

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	PAGE 4
MÉTHODOLOGIE ET LIMITES	PAGE 5
PARTIE UNE: TOUJOURS DANS LA RUE	
À PROPOS DES RÉPONDANTS	PAGE 6
SÛRETÉ ET SÉCURITÉ	PAGE 9
TRAITEMENT PAR LA POLICE	PAGE 11
CONDITIONS DE VIE	PAGE 14
POURSUITE DU VOYAGE	PAGE 18
PARTIE DEUX: FOCUS SUR LES MINEURS VIVANT DANS LA ZONE	
À PROPOS DES RÉPONDANTS	PAGE 24
SÛRETÉ ET SÉCURITÉ	PAGE 26
TRAITEMENT PAR LA POLICE	PAGE 27
CONDITIONS DE VIE	PAGE 30
POURSUITE DU VOYAGE	PAGE 33
CONCLUSION	PAGE 38

INTRODUCTION

Les résultats de la recherche exposés dans ce rapport font suite à l'étude de Refugee Rights Europe sur la situation à Paris en janvier 2017.

Un an après notre étude pilote, la situation demeure critique pour les réfugiés et personnes déplacées qui vivent dans les rues de Paris. Malgré les promesses faites

par le président Macron de ne plus voir de « migrants dans les rues ou dans les bois dès 2018 » et les expulsions continues des camps de fortune à Paris, la recherche de Refugee Rights révèle qu'un nombre important de migrants sont toujours forcés de dormir dans les rues de la ville.

Les organisations présentes sur le terrain travaillent sans relâche à fournir une aide humanitaire de base

aux réfugiés et personnes déplacées, dont de la nourriture et des vêtements.

IL APPARAÎT QUE LA RÉPONSE DE L'ÉTAT À CETTE SITUATION CONTINUE DE LAISSER DES INDIVIDUS VULNÉRABLES DANS DES CONDITIONS DÉPLORABLES ET INHUMAINES

Cependant, il apparaît que la réponse de l'État à cette situation continue de laisser des individus vulnérables dans des conditions déplorables et inhumaines, ces derniers étant forcés de vivre dans des abris inadéquats par des températures glaciales, et faisant les frais d'un cruel manque d'accès à l'information en ce qui concerne les règles d'immigration et le droit d'asile européen.



Crédits photos: Samer Mustafa

De plus, la recherche indique que les violences policières continuent d'être un problème pour les personnes déplacées se trouvant dans cette zone, avec des réfugiés faisant régulièrement l'objet d'usage de gaz lacrymogène et étant forcés de quitter l'endroit où ils dorment sans pouvoir bénéficier d'aucune alternative.

La situation est rendue d'autant plus critique par le nombre élevé de mineurs non accompagnés qui vivent toujours dans les rues de Paris. Des témoignages font état de mineurs s'étant vus refuser une évaluation transparente et appropriée de leur âge, et nombre de ceux qui ont été considérés comme mineurs restent néanmoins dans les rues du fait du manque d'hébergements. Ces informations ont également été corroborées par les organisations d'aide qui opèrent à Paris.

Le manque d'hébergement pour les personnes déplacées, parmi lesquelles se trouvent de nombreux mineurs non accompagnés, demeure particulièrement inquiétant au vu des récentes propositions

L'ÉTUDE EST BASÉE SUR UN SONDAGE AUQUEL ONT PRIS PART 283 INDIVIDUS DANS LEUR LANGUE MATERNELLE, SOIT ENVIRON 10% DE L'ESTIMATION DES 2950 RÉFUGIÉS ET PERSONNES DÉPLACÉES

d'Emmanuel Macron, qui feront l'objet d'une nouvelle loi sur l'asile et la migration en février. Le projet de loi contient actuellement un certain nombre de propositions destinées à « durcir » les textes et à accélérer les expulsions. Autre fait alarmant, le ministre de l'intérieur français, Gérard Collomb, a autorisé en décembre 2017 les autorités régionales à procéder à des contrôles d'identités au sein même des centres d'hébergement d'urgence. Les organisations humanitaires redoutent que cette décision ne conduise à augmenter le dénuement dans lequel

se trouvent les personnes déplacées, ces dernières risquant désormais d'éviter de se rendre dans les centres d'hébergement par peur des contrôles.

Afin d'étudier plus à fond la situation à laquelle les réfugiés et personnes déplacées doivent faire face dans cette zone, Refugee Rights Europe a conduit une recherche à Paris du 27 au 30 janvier 2018. L'étude est basée sur un sondage auquel ont pris part 283 individus dans leur langue maternelle, soit environ 10% de l'estimation des 2950 réfugiés et personnes déplacées qui vivaient dans les rues de Paris au moment de l'étude. Parmi les personnes interviewées se trouvaient 58 enfants – soit 5.8% de l'échantillon de recherche. Cette étude est donc l'une des études indépendantes les plus importantes à avoir été conduite auprès des réfugiés et personnes déplacées dans les rues de Paris.

MÉTHODOLOGIE ET LIMITES

L'objectif de notre recherche est de fournir aux décideurs politiques, aux groupes de plaidoyer et au public un clair aperçu des violations des droits de l'homme et des conditions insoutenables auxquelles doivent faire face les réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur des frontières européennes.

Contrairement à l'agence des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et à l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), qui sont chargées de collecter des données démographiques dans de nombreux camps gérés par les gouvernements à travers l'Europe, nous avons collecté nos données et conduit notre recherche de manière indépendante, dans l'objectif d'inciter au développement de politiques ancrées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

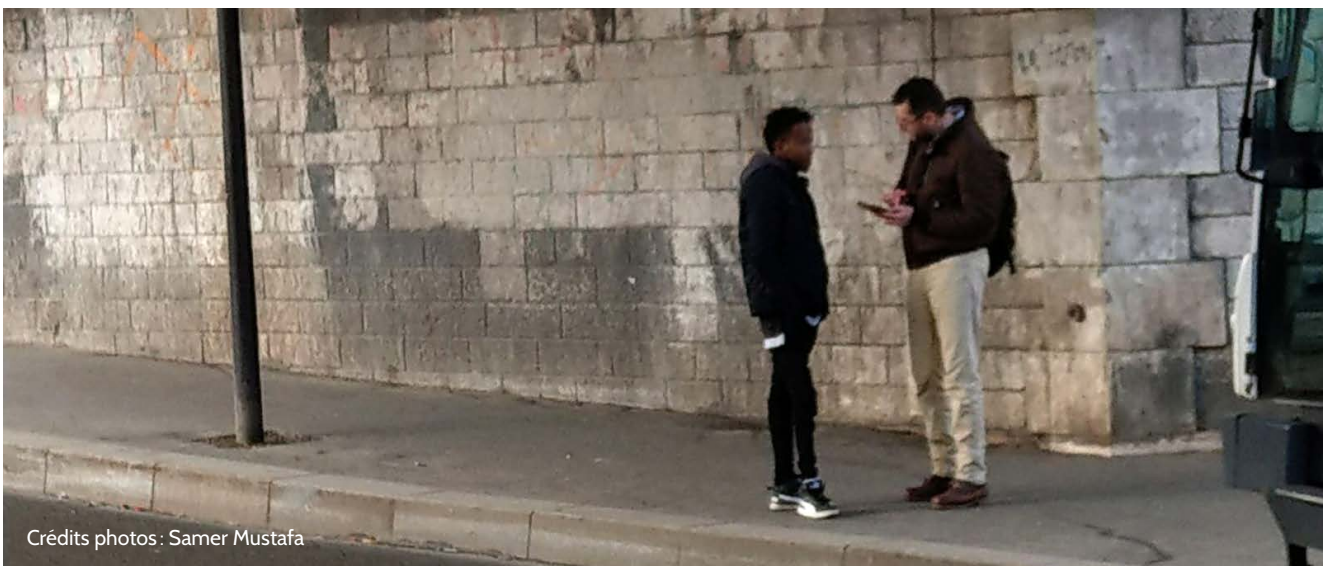
La recherche présentée dans ce rapport a été réalisée à Paris du 27 au 30 janvier 2018. Au cours de cette période, les chercheurs de Refugee Rights Europe ont conduit 283 enquêtes en anglais, amharique, arabe, français, pachtoune, persan et tigrinya. Le format de ces enquêtes était semi-structuré, afin de saisir l'expérience vécue par des individus qui étaient âgés de 14 à 52 ans. La grande majorité des répondants étaient des hommes ou des garçons (avec uniquement une femme ayant été interviewée), ceux-ci étant les groupes démographiques les plus visibles et accessibles dans les rues de Paris au moment de l'étude.

Chaque membre de l'équipe de recherche possède une expérience de terrain auprès de réfugiés et de personnes déplacées venant de groupes similaires. Les chercheurs incluait des locuteurs natifs de toutes les langues clés. L'étude a été guidée par une liste récapitulative comprenant des aspects éthiques et basée sur les politiques de protection des données et de protection de l'enfance, ainsi que par un registre des risques visant à assurer la sécurité et la dignité de tous les participants. Les chercheurs ont été tenus à un respect rigoureux des politiques de protection des données, d'orientation et de protection de l'enfance de Refugee Rights Europe, mais également du principe de consentement total et éclairé.

Dans la mesure du possible, Refugee Rights Europe adopte une méthodologie de sélection aléatoire, qui repose sur une méthode de stratification et une surveillance rigoureuse de la répartition des groupes démographiques au sein de l'échantillon afin d'assurer la représentativité des données finales par rapport à la

situation donnée. Compte tenu de l'instabilité de la situation à Paris, et en l'absence de toute forme de camp ou de lieu de vie stable, nous avons dû faire preuve de flexibilité dans notre approche. Plutôt que d'appliquer la stratification et la sélection aléatoire, nous avons sondé autant d'individus que possible au moyen d'un échantillonnage en boule de neige. Ceci se produisit dans différents lieux de recherche à travers la ville, dont la plupart servaient de points de distribution de nourriture, de vêtements ou d'autres formes d'aides, ou encore dans des lieux où les personnes déplacées avaient installé des tentes, y compris sous les points et le long des berges. Certains biais de sélection n'ont pas conséquent pas toujours pu être évités, et nous n'avons parfois pas pu diriger l'échantillon et la stratification autant que nous l'aurions souhaité.

Des doutes demeurent quant à la taille exacte de la population de personnes déplacées vivant à Paris, car celle-ci est en mutation constante. Cela signifie qu'il n'est pas possible de déterminer avec exactitude la taille de l'échantillon que nous avons obtenu, ni sa représentativité par rapport aux groupes démographiques se trouvant dans la zone. Cependant, en se basant sur les estimations disponibles, nous pensons avoir sondé environ 10% des individus dormant dans les rues de Paris au moment de l'étude. Ceci nous permet de présenter un état des lieux pertinent de la situation sur le terrain à Paris au début de l'année 2018.



Crédits photos : Samer Mustafa

*Refugee Rights Europe fait entendre la voix des personnes déplacées en Europe, en rapportant ce que les répondants nous ont dit. Nous n'avons pas été en mesure de vérifier les réclamations auprès de sources officielles. Tout au long du rapport, des termes tels que "30% ont été victimes de violences policières" signifient que 30% des personnes interrogées ont déclaré avoir été victimes de violences policières, mais de telles affirmations n'ont pas pu être vérifiées.

ARTICLE 1

TOUS LES ÊTRES HUMAINS NAISSENT LIBRES ET ÉGAUX EN DIGNITÉ ET EN DROITS. ILS SONT DOUÉS DE RAISON ET DE CONSCIENCE ET DOIVENT AGIR LES UNS ENVERS LES AUTRES DANS UN ESPRIT DE FRATERNITÉ.

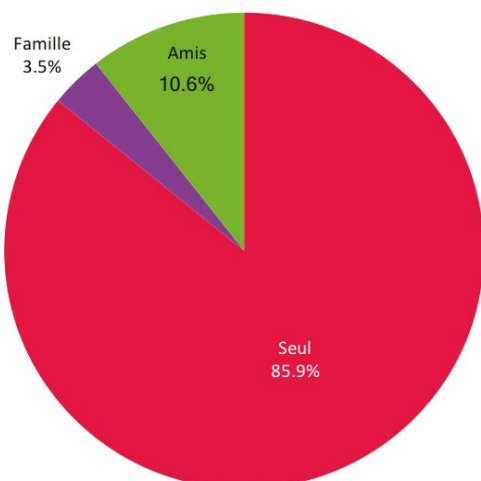
À PROPOS DES RÉPONDANTS

Un total de 283 répondants a pris part à l'étude. Presque tous les répondants étaient des hommes ou des garçons, avec seulement une femme interviewée. 20.6% des répondants ont déclaré être mineurs (âgés de 17 ans et moins), certains des plus jeunes répondants ayant indiqué être âgés de 14 ans.

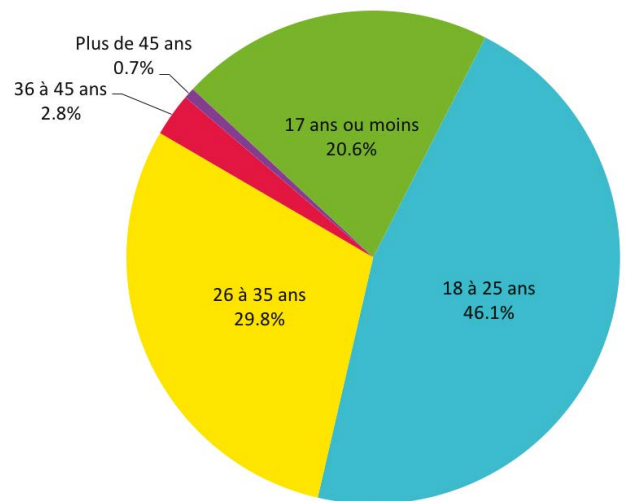
35.2% des répondants venaient du Soudan, suivis par 22.1% originaires d'Afghanistan, 10% d'Érythrée, et 9.3% de Guinée. 7.8% des répondants ont dit venir du Tchad, tandis que l'Éthiopie (4.27%), la Somalie (3.20%) et le Mali (1.78%) étaient également représentés dans l'échantillon. Les autres nationalités (6.41%) comprenaient des répondants originaires du Yémen, de Côte d'Ivoire, d'Irak, de Libye, du Maroc et du Sénégal, et un faible nombre de répondants ont indiqué venir d'Algérie, du Cameroun, d'Égypte, du Nigeria, du Pakistan et de Sierra Leone. Alors que nous n'avons pu accéder à aucun chiffre officiel concernant la répartition démographique des personnes déplacées à Paris au moment de l'étude, nous pensons toutefois, sur base de nos conversations avec les associations locales ainsi que de nos propres observations, que notre échantillon est néanmoins relativement représentatif de la composition démographique dans la zone.

85.9% des personnes sondées ont expliqué se trouver seules à Paris, tandis que 10.6% ont déclaré être avec des amis, et seulement 3.5% avec leur famille.

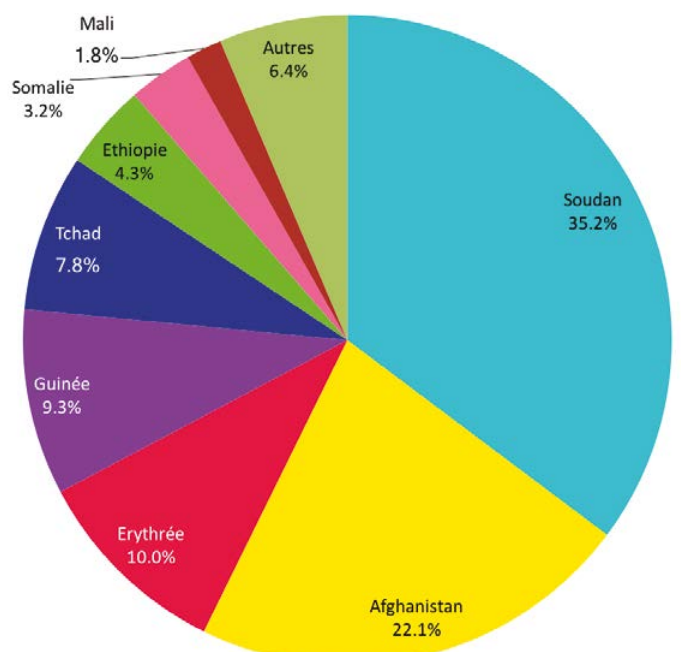
AVEC QUI ÊTES-VOUS À PARIS ? TOUS LES RÉPONDANTS



QUEL ÂGE AVEZ-VOUS ? TOUS LES RÉPONDANTS



D'OÙ VENEZ-VOUS ? TOUS LES RÉPONDANTS



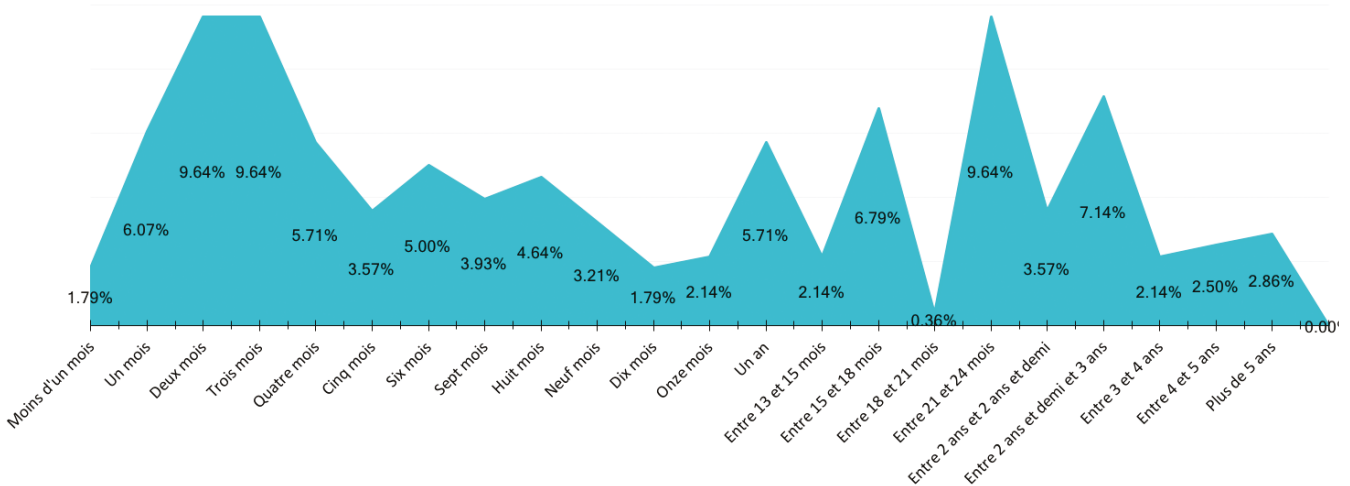
TEMPS PASSÉ EN DÉPLACEMENT

De nombreux répondants ont expliqué avoir passé de longues périodes en déplacement, avec 63.6% étant en Europe depuis six mois ou plus. 18.2% des répondants ont déclaré être en Europe depuis des périodes allant de deux ans à plus de cinq ans.

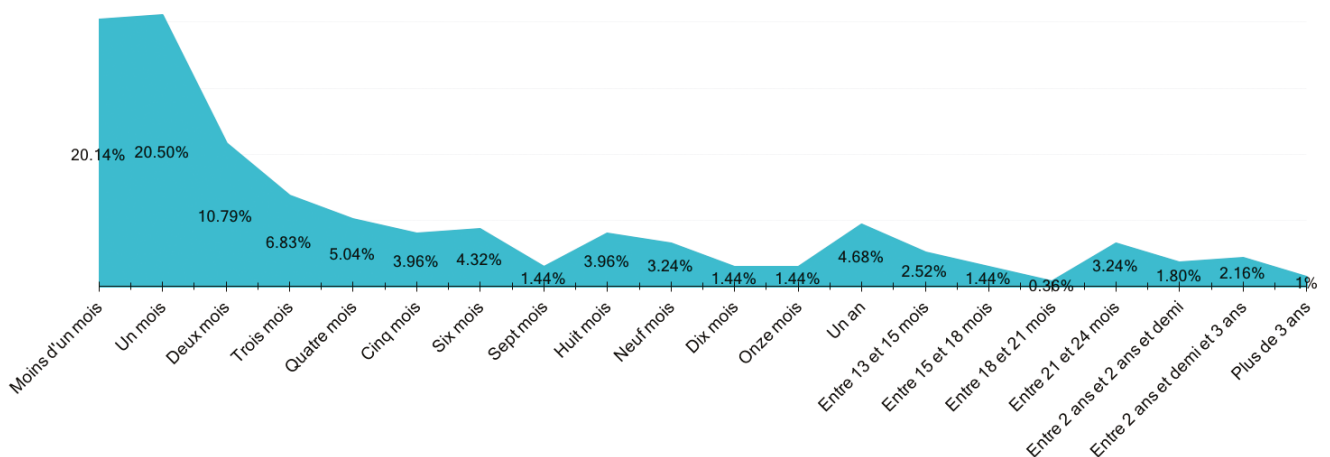
32.7% des répondants ont déclaré se trouver en France depuis six mois ou plus.

85.8% des répondants ont été dans un autre pays d'Europe avant d'arriver en France.

DEPUIS COMBIEN DE TEMPS ÊTES-VOUS EN EUROPE ? TOUS LES RÉPONDANTS



DEPUIS COMBIEN DE TEMPS ÊTES-VOUS EN FRANCE ? TOUS LES RÉPONDANTS

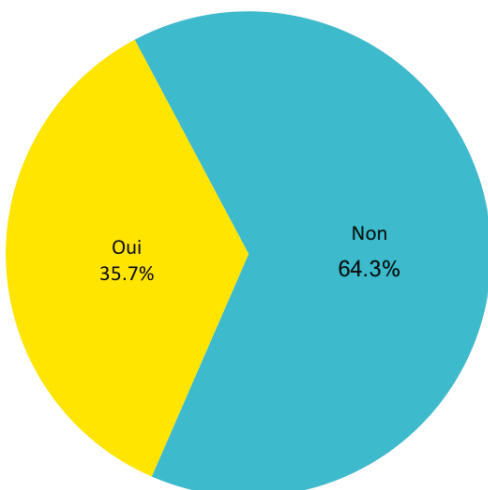


69.8% des répondants étaient en Italie avant leur arrivée en France, avec un certain nombre de répondants déclarant avoir été précédemment dans la ville de Vintimille à la frontière franco-italienne, ce qui est particulièrement alarmant compte tenu de la recherche de Refugee Rights Europe à Vintimille en août 2017, qui a révélé que 40.4% des répondants avaient subi des violences de la part de la police italienne, et que 53.1%

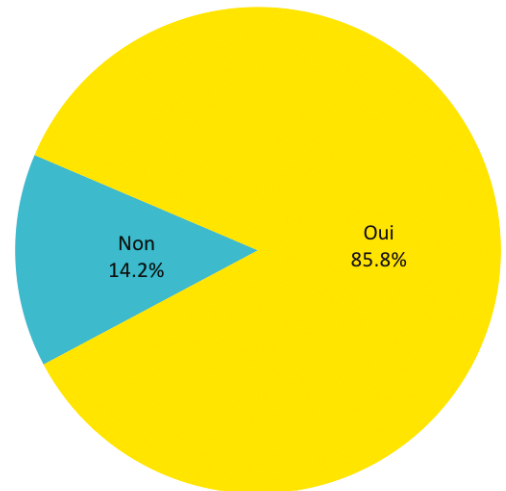
UN CERTAIN NOMBRE DE RÉPONDANT AVAIENT ÉGALEMENT MANIFESTÉ LEUR INQUIÉTUDE APRÈS AVOIR DONNÉ LEURS EMPREINTES DIGITALES EN ITALIE

d'entre eux avaient subi des violences de la part de la police française. Dans le cadre de cette étude, un certain nombre de mineurs non accompagnés ont également rapporté ce qui semble être des refoulements illégaux depuis la frontière française. Un certain nombre de répondant avaient également manifesté leur inquiétude après avoir donné leurs empreintes digitales en Italie, avec un jeune homme de guinée qui a par exemple déclaré aux chercheurs : « Je remercie beaucoup l'Italie de m'avoir sauvé de la mer. Mais une fois que tu as donné tes empreintes, ils ne peuvent plus t'aider, et la vie est trop difficile là-bas quand tu es un africain qui vient d'arriver ».

AVEZ-VOUS PRÉSENTÉ UNE DEMANDE D'ASILE LORSQUE VOUS VOUS TROUVIEZ DANS CE PAYS ? TOUS LES RÉPONDANTS



DANS QUEL PAYS EUROPÉEN ÉTIEZ-VOUS AVANT DE VENIR EN FRANCE ? TOUS LES RÉPONDANTS



12.8% des répondants ont également passé du temps en Allemagne avant de se rendre en France, 6.6% en Espagne, 5% en Suède et 4.5% en Grèce. Ainsi, les chercheurs ont noté qu'un grand nombre de réfugiés et personnes déplacées se trouvant dans cette zone ont passé de longue période dans un autre pays d'Europe avant d'arriver en France. Parmi les répondants, 35.7% ont dit avoir déjà présenté une demande d'asile dans un autre pays européen, même si la distinction n'est pas faite entre les demandes qui ont été rejetées et les répondants qui ont quitté le pays avant que la décision soit prise, soit par peur d'un refus, soit en raison des circonstances difficiles dans lesquelles ils se trouvaient durant la période d'attente.

LES CHERCHEURS ONT NOTÉ QU'UN GRAND NOMBRE DE RÉFUGIÉS ET PERSONNES DÉPLACÉES SE TROUVANT DANS CETTE ZONE ONT PASSÉ DE LONGUE PÉRIODE DANS UN AUTRE PAYS D'EUROPE AVANT D'ARRIVER EN FRANCE.

Les chercheurs ont noté que cette tendance était particulièrement courante au sein de la communauté afghane, avec un jeune homme expliquant qu'il avait dû venir à Paris pour essayer de rejoindre le Royaume-Uni après avoir craint d'être expulsé de Norvège : « La police vous cherche dans le rue, puis vous allez en prison et vous êtes déporté. J'ai été en prison pendant un mois. Ici, la police n'est pas si mal. Mon ami a été déporté à Kaboul en essayant de venir ici ».

ARTICLE 3

TOUT INDIVIDU A DROIT À LA VIE, À LA LIBERTÉ ET À LA SÛRETÉ DE SA PERSONNE.

SÛRETÉ ET SÉCURITÉ

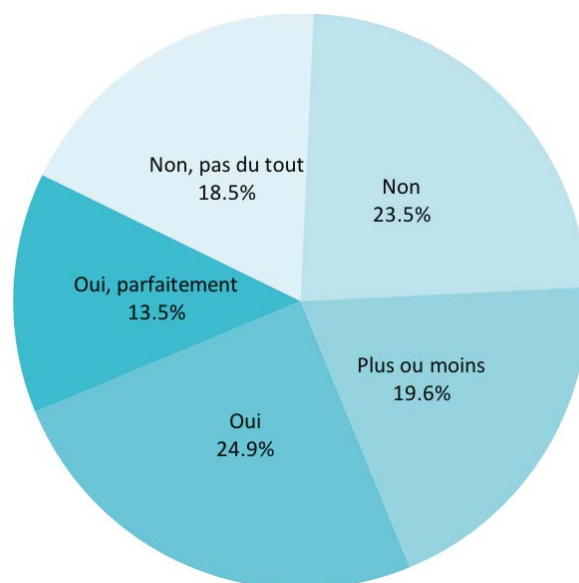
De manière inquiétante, 42% des personnes interrogées ont indiqué aux chercheurs qu'ils « ne se sentent pas en sécurité » ou qu'ils « ne se sentent pas du tout en sécurité ». Un jeune homme d'Afghanistan a expliqué : « Je me sens vraiment seul en Europe. Je dois me déplacer sans arrêt. Il n'y a aucun endroit sûr pour moi ».

Les raisons citées pour expliquer ce sentiment d'insécurité incluaient souvent la précarité des conditions de vie dans les rues de Paris, ainsi que les violences de la part de la police, y compris l'usage de gaz lacrymogène. Les répondants ont également déclaré avoir subi des violences de la part de la population durant leur séjour à Paris.

« JE ME SENS VRAIMENT SEUL EN EUROPE. JE DOIS ME DÉPLACER SANS ARRÊT. IL N'Y A AUCUN ENDROIT SÛR POUR MOI »

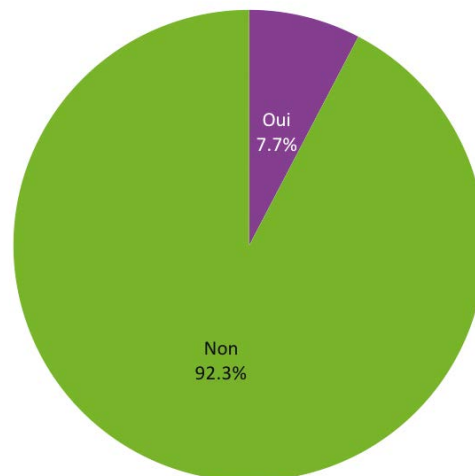
Jeune homme afghan

VOUS SENTEZ-VOUS EN SÉCURITÉ EN FRANCE ? TOUS LES RÉPONDANTS



Crédits photos: Samer Mustafa

AVEZ-VOUS SUBI DES VIOLENCES DE LA PART DE LA POPULATION À PARIS ? TOUS LES RÉPONDANTS



Parmi ces personnes, 75% ont déclaré avoir subi des violences verbales de la part des habitants, qui ont souvent pris la forme d'injures à caractère raciste. Un homme de 29 ans, originaire du Soudan, a expliqué aux chercheurs : « Ils [des habitants] m'ont dit 'tu ne peux pas être là, tu rends cet endroit sale. Cet endroit est plein de gens comme toi et nous en avons marre' ». Un autre homme, originaire de Guinée et âgé de 20 ans, a déclaré : « Parfois ils me parlent mal, mais ils ne sont pas violents ».

Cependant, 20% des répondants ont aussi indiqué avoir subi des violences physiques de la part des habitants. Fait alarmant, 5% ont déclaré avoir subi des violences sexuelles de la part des habitants, mais n'ont pas souhaité donner plus de détails aux chercheurs.

« ILS [DES HABITANTS] M'ONT DIT 'TU NE PEUX PAS ÊTRE LÀ, TU RENDS CET ENDROIT SALE. CET ENDROIT EST PLEIN DE GENS COMME TOI ET NOUS EN AVONS MARRE' ».

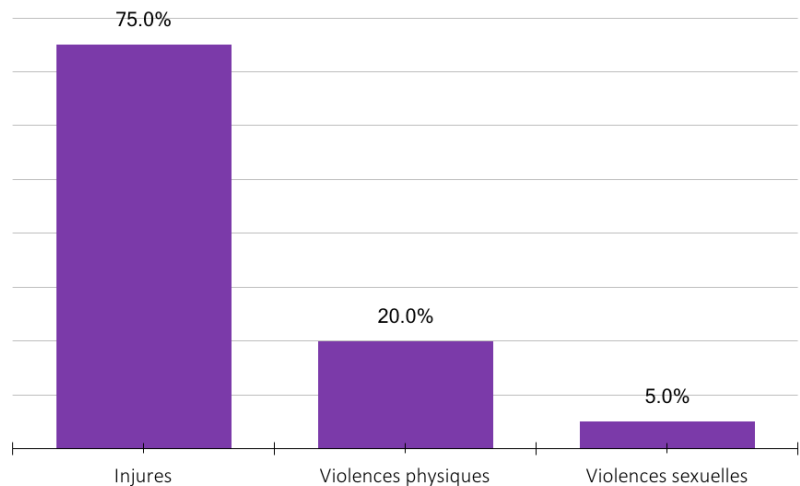
Homme de 29 ans, Soudan

Il est également inquiétant de remarquer que 11.8% des répondants ont déjà été témoins de la mort d'un réfugié à Paris. Un homme de 29 ans originaire d'Afghanistan nous a dit : « J'ai connu beaucoup de gens qui sont morts ici. Ils se sont suicidés. C'est à cause de la mauvaise vie de nous avons ici ». Un autre groupe d'hommes a indiqué avoir vu un réfugié mourir il y a dix jours après s'être jeté dans le fleuve alors qu'il était en état d'ébriété.

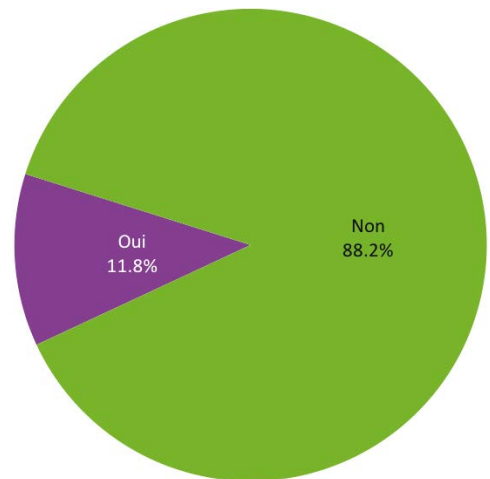
« J'AI CONNU BEAUCOUP DE GENS QUI SONT MORTS ICI. ILS SE SONT SUICIDÉS. C'EST À CAUSE DE LA MAUVAISE VIE DE NOUS AVONS ICI ».

Homme de 29 ans, Afghanistan

QUEL TYPE DE VIOLENCE AVEZ-VOUS SUBI DE LA PART DES HABITANTS À PARIS ?
TOUS LES RÉPONDANTS



AVEZ-VOUS DÉJÀ ÉTÉ TÉMOIN DE LA MORT D'UN RÉFUGIÉ À PARIS ?
TOUS LES RÉPONDANTS



ARTICLE 5

NUL NE SERA SOUMIS À LA TORTURE, NI À DES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DÉGRADANTS.

TRAITEMENT PAR LA POLICE

Au cours de notre recherche à Paris, 33.8% des personnes interrogées ont indiqué avoir subi des violences de la part de la police. Parmi ceux-ci, 86% ont fait état d'usage de gaz lacrymogène, 28% de violence verbale, et 20.4% de violence physique.

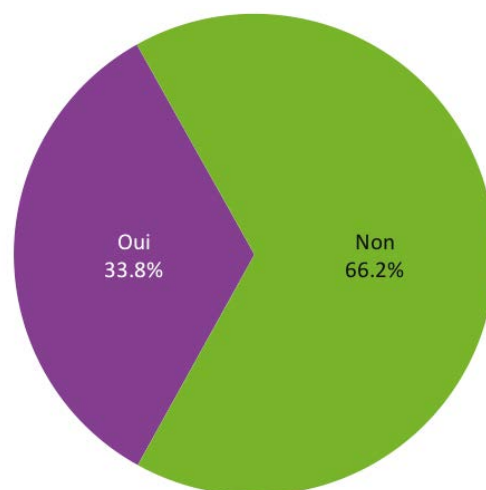
Alors que les niveaux de violence policière sont considérablement plus bas que ceux rapportés dans les précédentes études de Refugee Rights Europe à Calais, l'usage de gaz lacrymogène semble être très répandu à l'encontre des réfugiés et personnes déplacées à Paris. Des répondants ont raconté que la police recourait au gaz lacrymogène dans leurs tentes la nuit alors qu'ils dormaient, tandis que d'autres ont déclaré que la police avait détruit leurs tentes.

L'USAGE DE GAZ LACRYMOGÈNE SEMBLE ÊTRE TRÈS RÉPANDU À L'ENCONTRE DES RÉFUGIÉS ET PERSONNES DÉPLACÉES À PARIS.

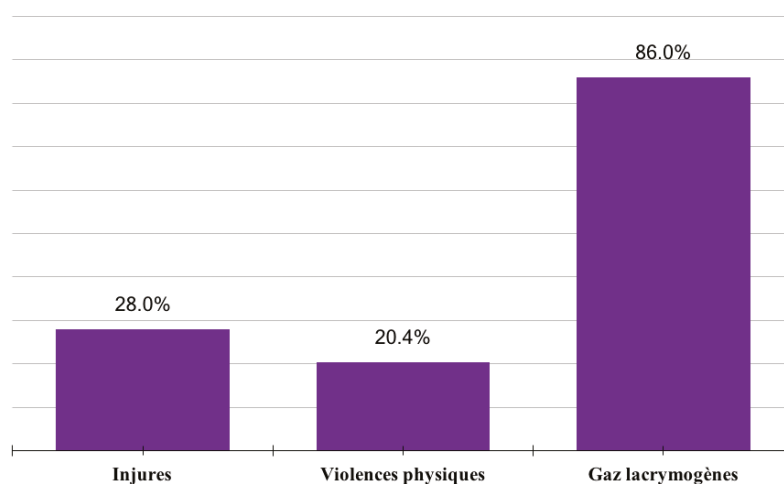
Un homme originaire de Gambie a dit aux chercheurs: « La police venait souvent la nuit pour ouvrir la tente dans laquelle je dormais et pulvériser du gaz à l'intérieur. Je me réveillais avec l'impression de suffoquer, ce qui cause un sentiment de panique ». Un jeune afghan a ajouté : « Ils viennent tout le temps pour pulvériser du gaz dans les tentes – ils évacuent la rue, et ensuite nous revenons à nouveau ». Parfois, la police vient lorsque que personne n'est présent dans les tentes afin de les enlever, alors que les effets personnels des personnes déplacées s'y trouvent toujours.

Il apparaît que l'usage du gaz lacrymogène fait parfois office de tactique d'intimidation pour les forces de l'ordre, afin de forcer les personnes déplacées à quitter une zone. 63.3% des répondants ont déclaré s'être vus ordonner par la police de quitter l'endroit où ils étaient en train de dormir. Parmi ceux-ci, presque la moitié (49.1%) ont décrit cet incident comme étant « violent », alors que 33.7% l'ont qualifié de « sans gravité ».

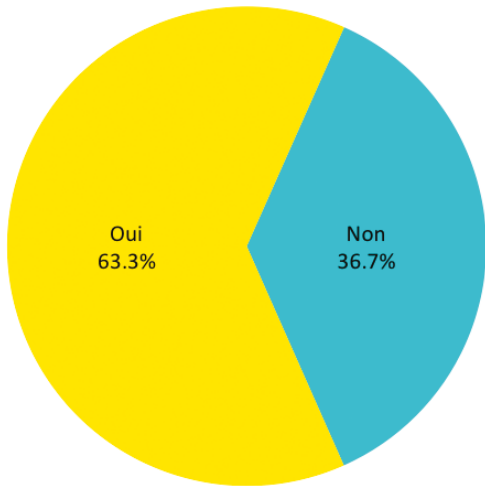
AVEZ-VOUS SUBI DES VIOLENCES DE LA PART DE LA POLICE À PARIS ? TOUS LES RÉPONDANTS



QUEL TYPE DE VIOLENCE POLICIÈRE AVEZ-VOUS SUBI À PARIS ? TOUS LES RÉPONDANTS

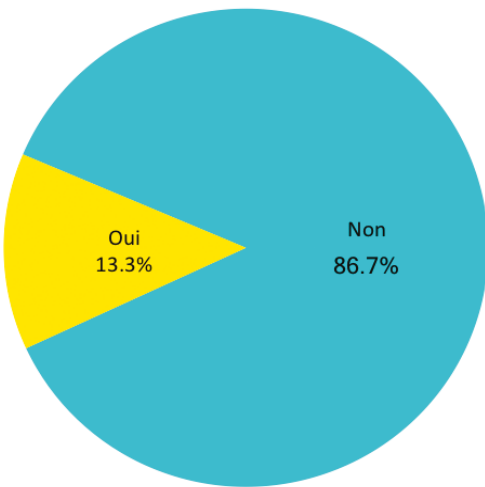


LA POLICE VOUS A-T-ELLE DÉJÀ DIT DE QUITTER L'ENDROIT OÙ VOUS ÉTIEZ EN TRAIN DE DORMIR ?
TOUS LES RÉPONDANTS

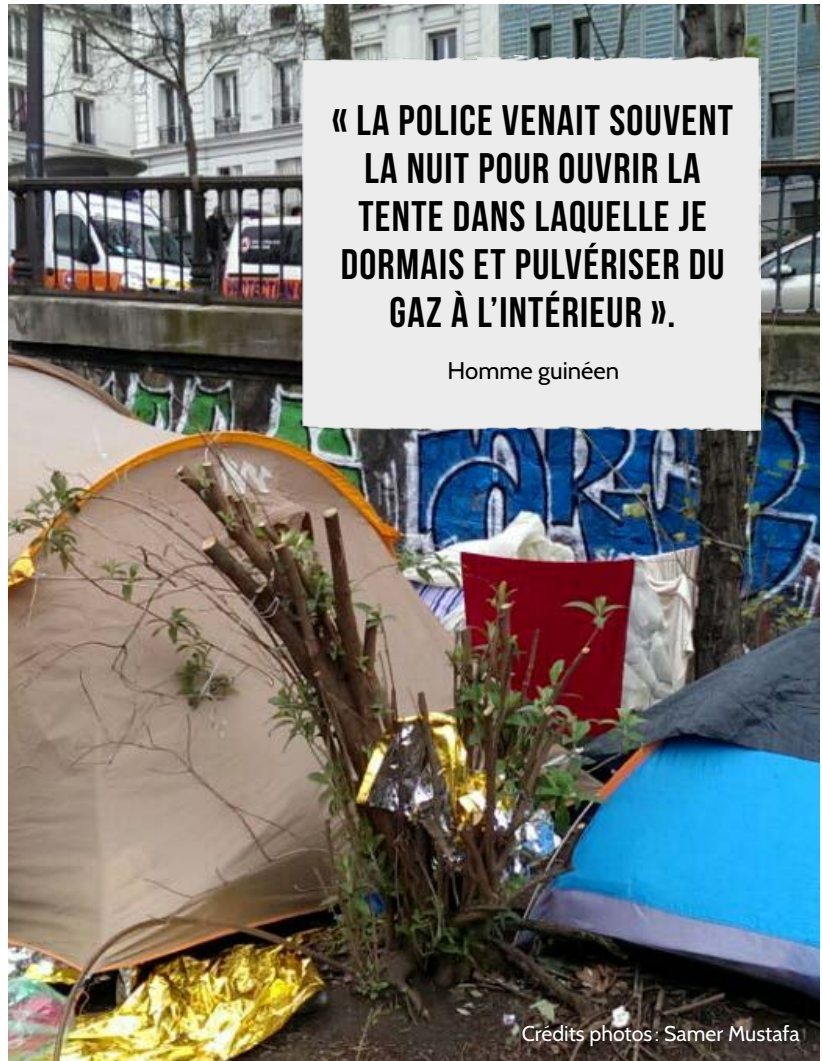
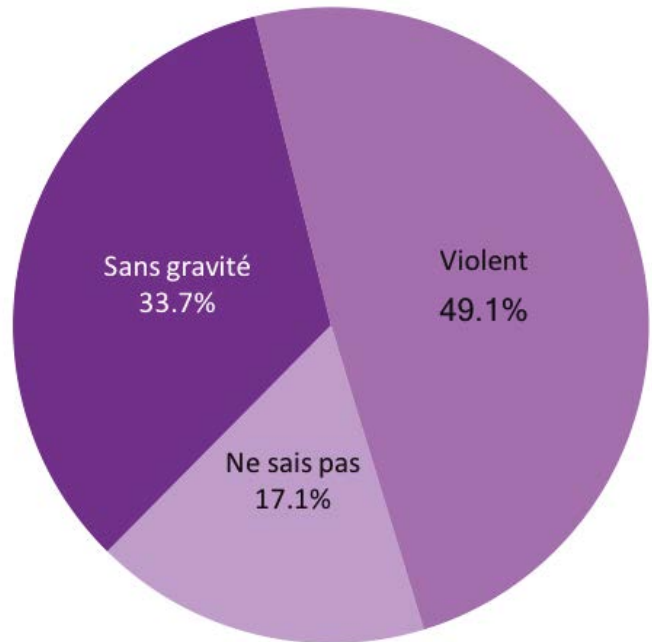


Au total, 86.7% des répondants ont déclaré n'avoir reçu aucune information quant à l'endroit où ils pouvaient dormir après ce type d'incident.

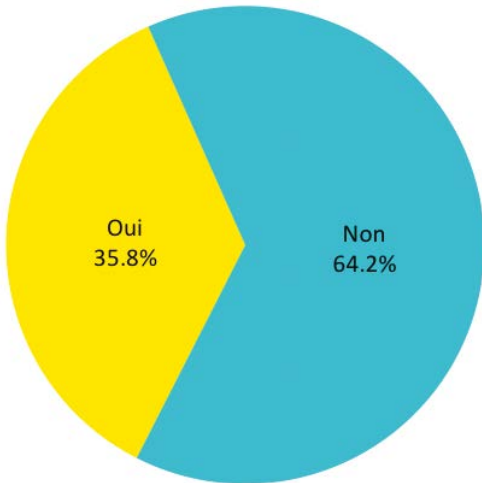
LA POLICE VOUS A-T-ELLE INDIQUÉ À QUEL ENDROIT VOUS POUVIEZ VOUS RENDRE POUR DORMIR ?
TOUS LES RÉPONDANTS



COMMENT DÉCRIRIEZ-VOUS CET INCIDENT ?
TOUS LES RÉPONDANTS

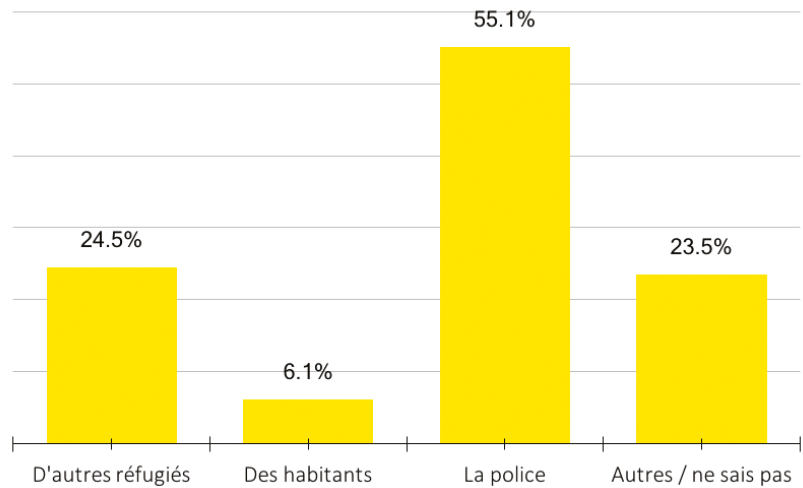


VOUS A-T-ON DÉJÀ PRIS CERTAINS DE VOS EFFETS PERSONNELS LORSQUE VOUS ÉTIEZ À PARIS ?
TOUS LES RÉPONDANTS



35.8% des répondants ont déclaré que leurs effets personnels leur avaient été pris depuis leur arrivée à Paris. 55.5% ont indiqué que ceux-ci avaient été confisqués par la police, et 24.6% que d'autres réfugiés les leurs avaient pris. 6.1% des répondants ont expliqué que

QUI VOUS A PRIS VOS EFFETS PERSONNELS ?
TOUS LES RÉPONDANTS

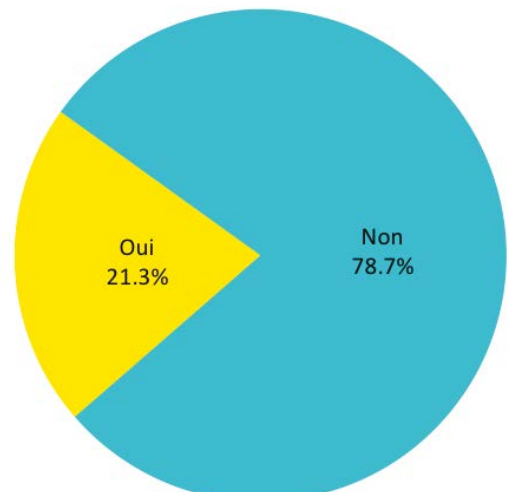


les habitants leur avaient pris leurs effets personnels. Les objets volés ou confisqués étaient souvent des vêtements, et un certain nombre de réfugiés ont rapporté que la police leur avait même pris leurs chaussures, malgré le froid et l'humidité.

ARRESTATIONS ET DÉTENTIONS

21.3% des répondants ont déjà été arrêtés lorsqu'ils étaient en France. Un jeune soudanais de 15 ans a expliqué qu'il avait été accusé d'avoir volé un téléphone alors qu'il était dans le métro. Il a déclaré aux chercheurs qu'il avait été battu et emmené au commissariat, ou il avait été contraint de dormir nu sur le sol « comme un animal ». Le garçon a indiqué avoir été détenu deux jours avant d'être libéré sans inculpation.

AVEZ-VOUS DÉJÀ ÉTÉ ARRÊTÉ OU DÉTENU EN FRANCE ?
TOUS LES RÉPONDANTS



ARTICLE 25 (1)

TOUTE PERSONNE A DROIT À UN NIVEAU DE VIE SUFFISANT POUR ASSURER SA SANTÉ, SON BIEN-ÊTRE ET CEUX DE SA FAMILLE, NOTAMMENT POUR L'ALIMENTATION, L'HABILLEMENT, LE LOGEMENT, LES SOINS MÉDICAUX AINSI QUE POUR LES SERVICES SOCIAUX NÉCESSAIRES ; ELLE A DROIT À LA SÉCURITÉ EN CAS DE CHÔMAGE, DE MALADIE, D'INVALIDITÉ, DE VEUVAGE, DE VIEILLESSE OU DANS LES AUTRES CAS DE PERTE DE SES MOYENS DE SUBSISTANCE PAR SUITE DE CIRCONSTANCES INDÉPENDANTES DE SA VOLONTÉ.

CONDITIONS DE VIE

Les conditions de vie demeurent totalement inadéquates pour la grande majorité des personnes interrogées vivant dans les rues de Paris. Les chercheurs ont été choqués par les conditions dans lesquelles de nombreuses personnes sont forcées de vivre, avec un accès limité aux installations sanitaires, et dépendant fortement de la distribution de nourriture assurée par les organisations et associations locales.

« COMMENT UN PAYS PEUT-IL DONNER L'ASILE À DES GENS SANS ENSUITE LEUR DONNER LES DROITS LES PLUS BASIQUES ? ».

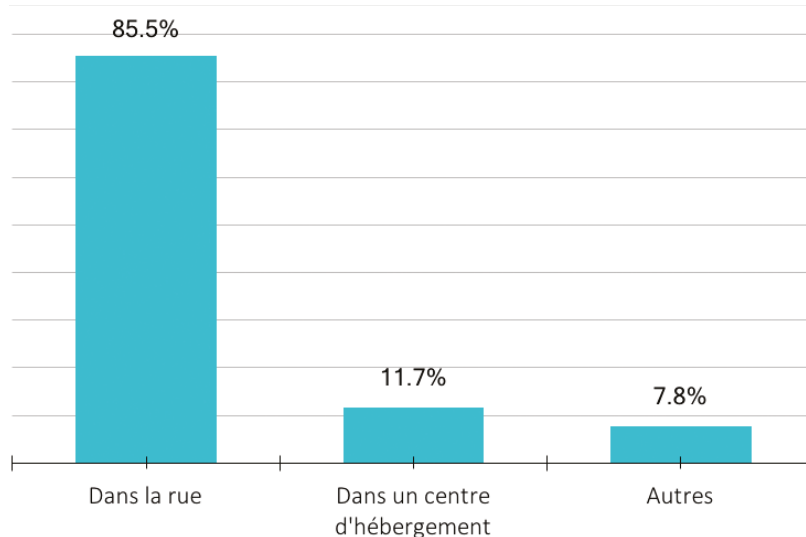
Anonyme

HÉBERGEMENT

Fait alarmant, 85.5% des répondants ont déclaré vivre actuellement dans les rues de Paris, la plupart du temps dans des tentes mises à disposition par les associations locales, mais certains ont également indiqué dormir sous les ponts, sur des matelas humides ou à même le sol. Quelques jours après la conduite de la recherche, les conditions météo se sont détériorées à Paris et les tentes ont été recouvertes par plusieurs centimètres de neige. Refugee Rights Europe a été informée qu'un certain nombre de réfugiés vivant dans la zone ont été admis dans des locaux d'hébergement d'urgence tant que la neige était présente, mais qu'ils ont été renvoyés dans la rue à la fin de cette période.

LES ASSOCIATIONS PRÉSENTES SUR LE TERRAIN ONT EXPLIQUÉ À L'ÉQUIPE DE RECHERCHE QUE LES CENTRES D'HÉBERGEMENT POUR DEMANDEURS D'ASILES SONT PLEINS.

OU DORMEZ-VOUS ? TOUS LES RÉPONDANTS



11.7% des répondants ont indiqué dormir actuellement dans des centres d'hébergement, avec un homme afghan expliquant : « J'ai juste été dans le centre pour deux nuits, donc je suis content. Avant ça, j'ai dormi dans les rues pendant un mois – j'ai encore une énorme infection sur la jambe. Je n'ai pas dormi beaucoup durant mon voyage, qui a duré quatre mois depuis que j'ai quitté Kaboul. Maintenant je peux dormir et je peux accéder à des soins, donc je suis content ».

Les associations présentes sur le terrain ont expliqué à l'équipe de recherche que les centres d'hébergement pour demandeurs d'asiles sont pleins. Un centre d'hébergement tenu par Emmaüs Solidarité a été ouvert dans le quartier de La Chapelle en 2017, mais les répondants nous ont dit qu'il était très difficile d'entrer dans le centre et que les personnes déplacées n'étaient admises à rester que pour des périodes limitées.

Refugee Rights Europe a également relevé qu'un certain nombre de répondants, bien qu'ayant vu leur demande d'asile acceptée ou ayant une demande en cours de traitement en France, continuent de dormir dans les rues. Plusieurs réfugiés ont expliqué avoir reçu leur statut en France tout en continuant de dormir dehors avec un accès limité aux services d'assistance. Un réfugié s'est interrogé : « Comment un pays peut-il donner l'asile à des gens sans ensuite leur donner les droits les plus basiques ? ».



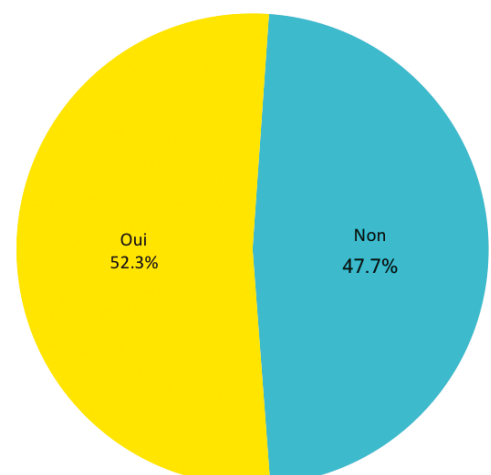
Credits photos : Samer Mustafa

NOURRITURE

En plus des mauvaises conditions de vie et du manque d'hébergement, 44.7% des répondants nous ont expliqué qu'ils n'avaient pas suffisamment de nourriture au quotidien. La majorité des personnes déplacées dans la zone dépendent des distributions de nourriture organisées par les associations et la société civile, ces dernières distribuant désormais de la nourriture à plusieurs endroits de la ville. Une partie des nouveaux arrivés ne connaissait pas encore la localisation de ces points de distribution.

LA MAJORITÉ DES PERSONNES DÉPLACÉES DANS LA ZONE DÉPENDENT DES DISTRIBUTIONS DE NOURRITURE ORGANISÉES PAR LES ASSOCIATIONS ET LA SOCIÉTÉ CIVILE.

AVEZ-VOUS SUFFISAMMENT À MANGER TOUS LES JOURS ?
TOUS LES RÉPONDANTS



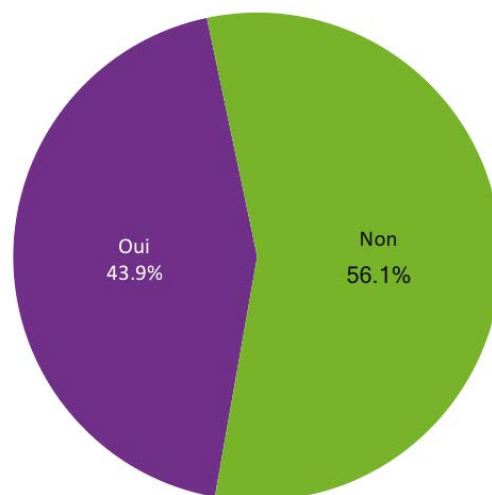
SANTÉ PHYSIQUE

Les mauvaises conditions de vie ont incontestablement des répercussions négatives sur la santé des réfugiés et personnes déplacées à Paris, avec 43.9% des répondants ayant déclaré avoir eu des problèmes de santé depuis leur arrivée en France. 37.3% de ces répondants ont précisé que ces problèmes avaient été causés par le cadre de vie insalubre dans les rues de Paris.

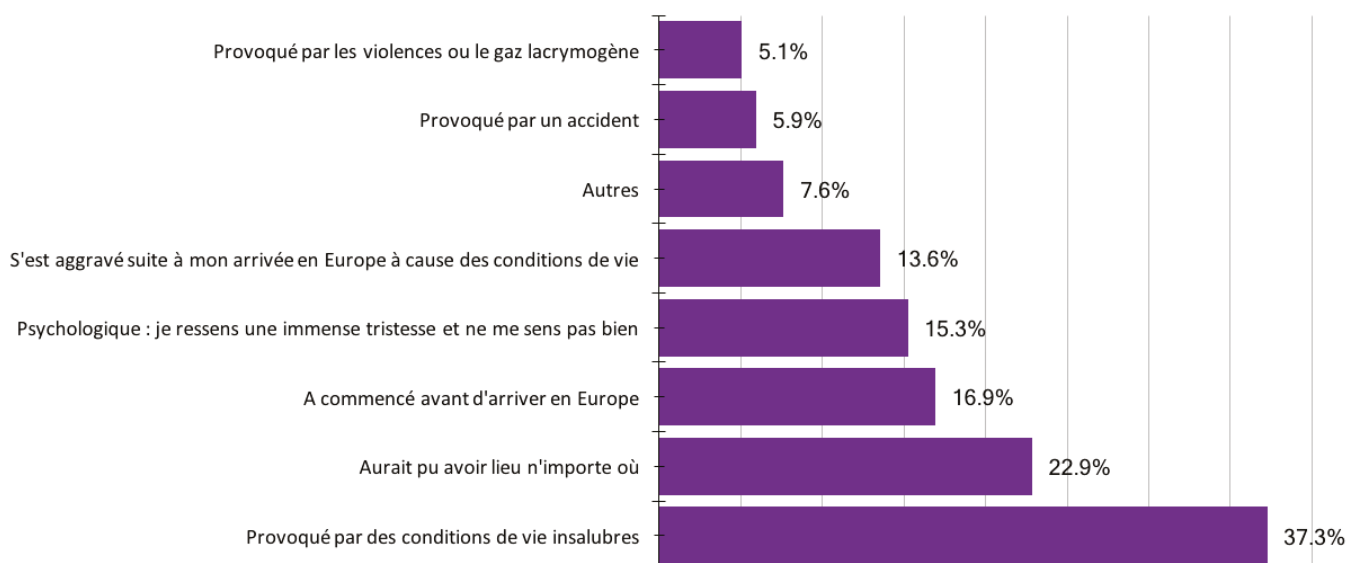
MALGRÉ DE TRAVAIL SANS RELÂCHE DES ASSOCIATIONS PRÉSENTES SUR LE TERRAIN, LES SERVICES DE SANTÉ SONT INSUFFISANTS.

Malgré de travail sans relâche des associations présentes sur le terrain, les services de santé sont insuffisants. Les répondants ont indiqué que, bien qu'un médecin soit présent deux fois par semaine, il y a tellement de demande que celui-ci n'est pas toujours en mesure de venir en aide à tout le monde. En effet, lors de l'étude les chercheurs ont parlé avec un jeune homme originaire d'Afghanistan qui avait été malade dans sa tente pendant trois jours et avait été incapable de se lever. Il a dit aux chercheurs qu'il avait eu de la fièvre et des difficultés respiratoires, et qu'il ne pouvait pas marcher sans être aidé.¹

AVEZ-VOUS EU DES PROBLÈMES DE SANTÉ EN FRANCE ? TOUS LES RÉPONDANTS



COMMENT DÉCRIRIEZ-VOUS VOS PROBLÈMES DE SANTÉ ? TOUS LES RÉPONDANTS



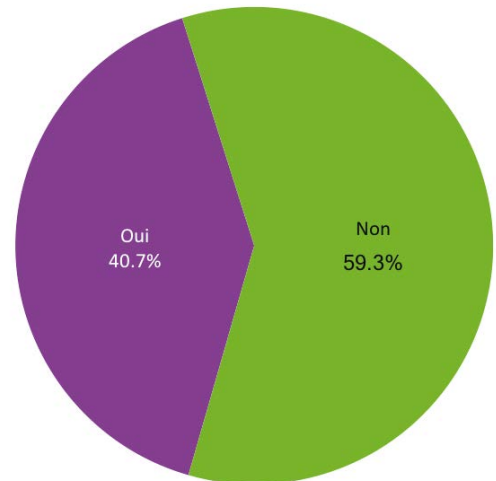
¹ Refugee Rights Europe a assuré que cet homme soit pris en charge par les services d'urgence

Au total, 59.3% des personnes interrogées ont déclaré aux chercheurs n'avoir reçu aucun soin médical en France. Les répondants ont souvent fait référence aux problèmes causés par leur statut, ou encore à la barrière de la langue qui les a empêchés de recevoir des soins. Un homme a raconté : « Mon pied était enflé et c'était très douloureux. Quand je suis allé à l'hôpital, ils ont dit qu'ils ne pouvaient pas m'aider si je n'avais pas de papiers. Ils m'ont dit de me rendre dans une clinique qui était à plus d'une heure de route. Je n'avais pas d'argent pour payer le transport, et marcher me faisait tellement mal que je n'ai pas pu y aller ». Un autre homme originaire d'Afghanistan a raconté aux chercheurs qu'il n'avait jamais vu de docteur en France, et a dit : « Rien qu'une aspirine ou un bandage pourraient m'être utiles, mais même ça personne nous ne le donne ».

« RIEN QU'UNE ASPIRINE OU UN BANDAGE POURRAIENT M'ÊTRE UTILES, MAIS MÊME ÇA PERSONNE NOUS NE LE DONNE ».

Jeune homme soudanais

AVEZ-VOUS REÇU DES SOINS MÉDICAUX EN FRANCE ?
TOUS LES RÉPONDANTS



SANTÉ MENTALE

« JE PENSE À ME SUICIDER. C'EST TOUJOURS MIEUX QUE CETTE VIE DE MISÈRE SOUS LE PONT ».

Homme soudanais



Crédits photo : Mohamad Alhussein Saoud

Autre fait inquiétant, 15.3% des répondants ont qualifié leurs problèmes de santé de problèmes mentaux plutôt que de troubles physiques. La longueur du temps passé en déplacement, combinée avec leurs situations de vie précaires, semble avoir des répercussions négatives sur la santé mentale des répondants. Un soudanais a expliqué : « Le fait de demander l'asile ici, c'est beaucoup de stress en permanence. Tout le monde devient fou. Cette incertitude et ces conditions de vie, ça n'est pas bon pour la raison. Ça vous détruit ». Un autre homme du Soudan, qui vit dans les rues depuis plus d'un an, nous a dit : « Je pense à me suicider. C'est toujours mieux que cette vie de misère sous le pont ».

En effet, un certain nombre des personnes déplacées avec qui nous nous sommes entretenus ont montré des signes de ce qui pourrait être des troubles psychologiques. Un homme a dit aux chercheurs qu'il avait été emmené dans un centre de santé mentale ou il fut diagnostiqué comme ayant une paranoïa. Il nous a dit qu'il avait reçu des pilules chaque jour pendant un mois, puis qu'on lui avait dit de quitter le centre, et qu'il n'avait donc eu aucun autre choix que celui de retourner vivre dans la rue.

ARTICLE 28

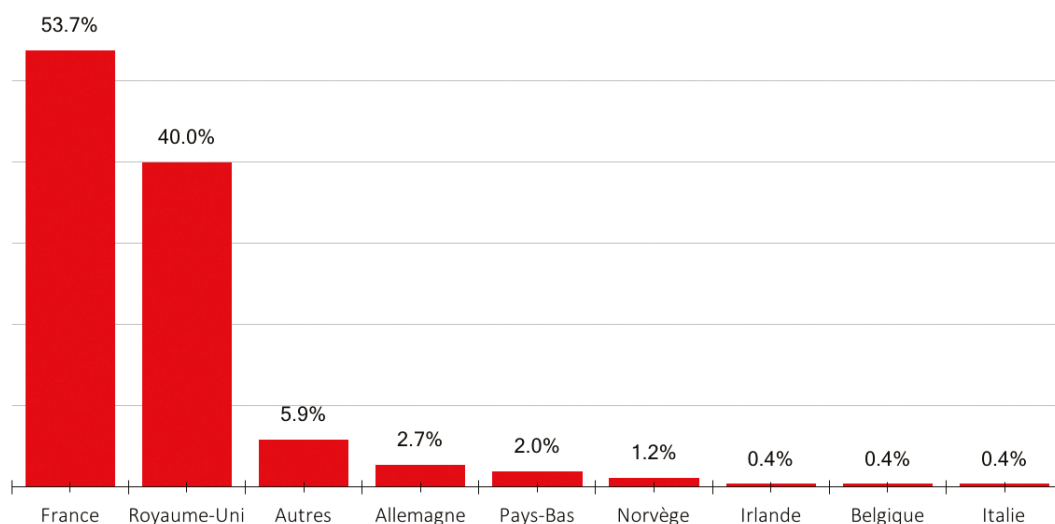
TOUTE PERSONNE A DROIT À CE QUE RÈGNE, SUR LE PLAN SOCIAL ET SUR LE PLAN INTERNATIONAL, UN ORDRE TEL QUE LES DROITS ET LIBERTÉS ÉNONCÉS DANS LA PRÉSENTE DÉCLARATION PUISSENT Y TROUVER PLEIN EFFET.

POURSUITE DU VOYAGE

Parmi les personnes sondées, 53.7% ont dit penser que rester en France était leur meilleure option. Cependant, une proportion importante (40%) considère toujours le Royaume-Uni comme la meilleure destination pour eux. En effet, les chercheurs ont noté que de nombreux réfugiés étaient récemment arrivés à Paris depuis Calais, où ils essayaient de se rendre au Royaume-Uni. Un groupe de jeunes

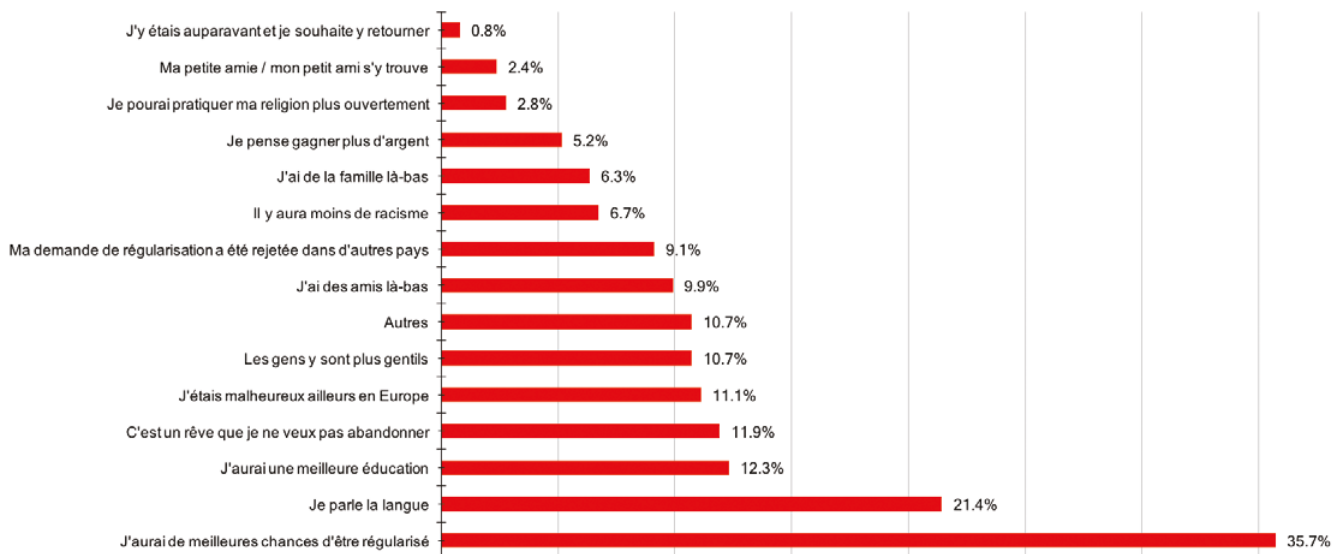
hommes a dit aux chercheurs qu'ils avaient fui Calais après une augmentation de la violence dans cette zone au cours des semaines précédentes, lorsqu'un jeune réfugié a perdu son œil à la suite d'un incident causé par l'usage de gaz lacrymogène. Ils ont indiqué vouloir retourner à Calais quelques jours plus tard pour essayer à nouveau de se rendre au Royaume-Uni.

QUEL PAYS EST, À VOTRE AVIS, LE MEILLEUR POUR VOUS ? TOUS LES RÉPONDANTS



Crédits photos : Samer Mustafa

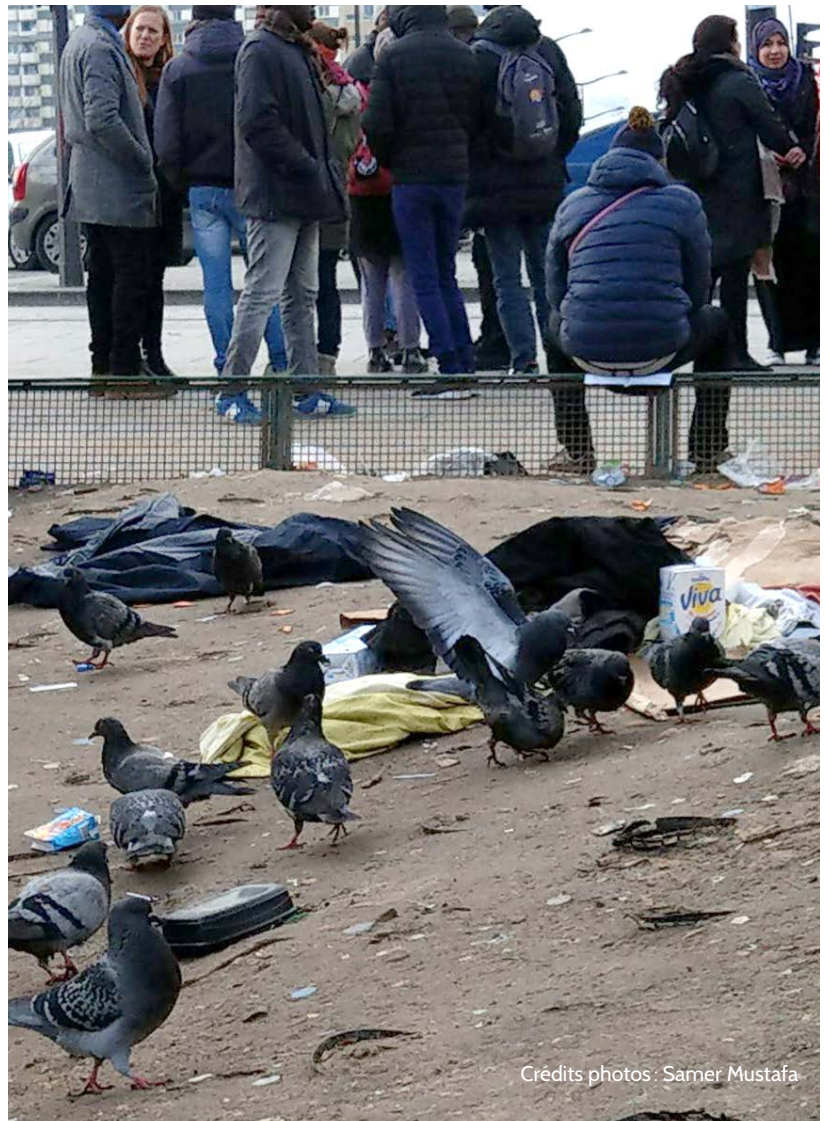
POURQUOI PENSEZ-VOUS QUE CE PAYS EST LE MEILLEUR POUR VOUS ? TOUS LES RÉPONDANTS



« ILS [LES FRANÇAIS] NOUS ONT COLONISÉS, ET DONC LE FRANÇAIS EST DEVENU NOTRE LANGUE. C'EST POUR ÇA QUE JE PENSE QUE LA FRANCE EST LE MEILLEUR PAYS POUR MOI EN EUROPE ».

Anonyme

Lorsque nous leur avons demandé pourquoi ils pensaient qu'un pays en particulier était la meilleure destination pour eux, la majorité des répondants (35.7%) ont répondu qu'ils pensaient avoir une meilleure chance d'obtenir l'asile dans ce pays. 21.4% ont également dit aux chercheurs qu'ils voulaient aller dans ce pays car ils en parlaient la langue, ce qui était particulièrement le cas pour les répondants originaires de pays d'Afrique francophones. Un répondant nous a dit : « Ils [les français] nous ont colonisés, et donc le français est devenu notre langue. C'est pour ça que je pense que la France est le meilleur pays pour moi en Europe ». 12.3% des répondants ont dit penser qu'ils pouvaient recevoir une meilleure éducation dans leur pays de préférence, tandis que 11.9% ont déclaré que se rendre dans ce pays était leur rêve, et qu'ils ne souhaitaient pas l'abandonner.

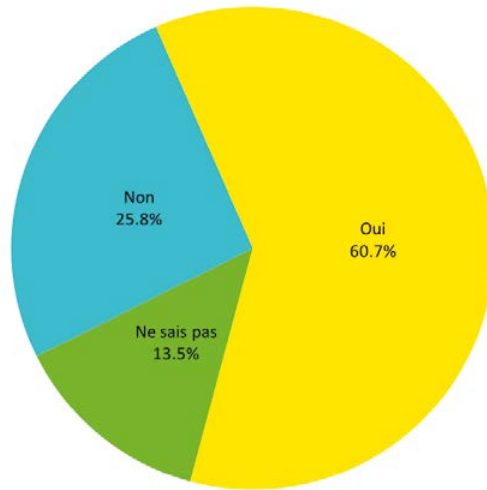


Crédits photos : Samer Mustafa

Parmi les réfugiés et personnes déplacées qui ont été sondés, 60.7% espéraient rester en France (bien que certains aient déclaré qu'ils auraient préféré le Royaume-Uni, mais qu'ils avaient pris la décision de faire une demande d'asile en France). Au moment de la recherche, 55.8% avaient fait une demande d'asile en France.

88.6% des répondants ont dit aux chercheurs qu'ils ne pouvaient pas retourner dans leur pays d'origine. Au cours de la période de recherche, les journaux ont fait état d'une explosion qui a causé la mort de plus de 100 personnes à Kaboul. Beaucoup des personnes originaires d'Afghanistan à qui nous avons parlé ont mentionné l'incident, et ont dit que

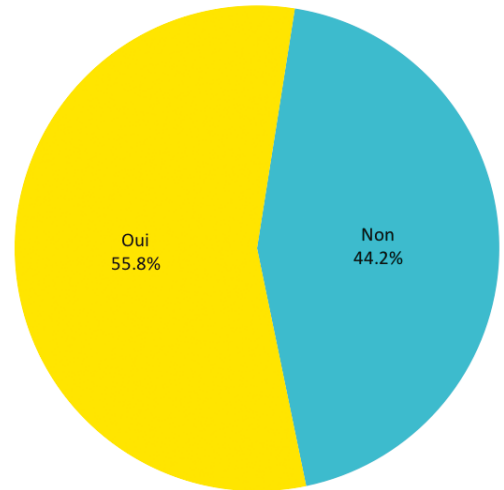
**DÉSIREZ-VOUS RESTER EN FRANCE ?
TOUS LES RÉPONDANTS**



c'était l'une des raisons principales de leur crainte d'être expulsés vers l'Afghanistan.

En effet, plusieurs organisations humanitaires ont manifesté leur vive inquiétude quant à

**AVEZ-VOUS FAIT UNE DEMANDE D'ASILE EN FRANCE ?
TOUS LES RÉPONDANTS**

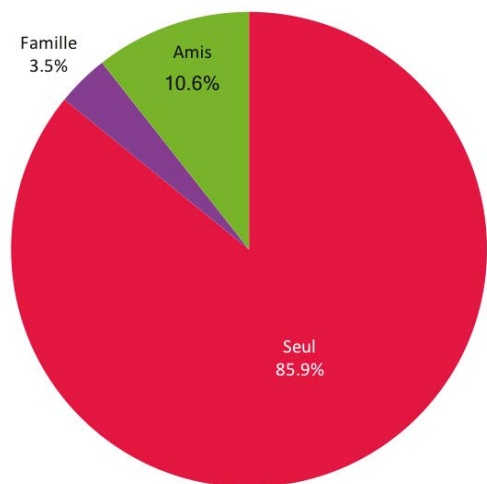


la désignation de l'Afghanistan comme pays tiers sûr, alors que les chiffres publiés par les Nations unies ont fait état de plus de 10.000 personnes tuées, rien qu'en 2017, dans les violences qui secouent le pays.

RELATIONS AVEC LA FAMILLE

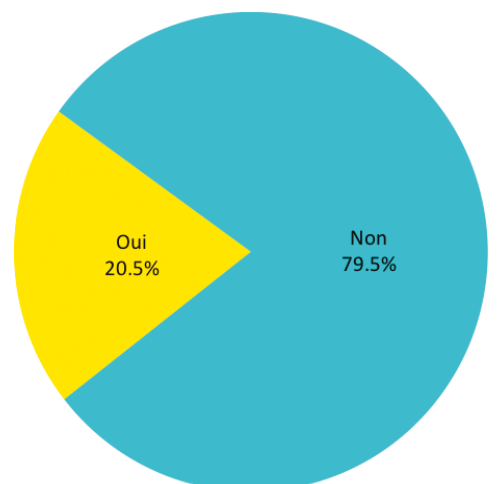
85.9% des personnes interrogées ont indiqué être seules à Paris. 10.6% ont déclaré être avec des amis, en faisant toutefois souvent référence à des personnes rencontrées au cours de leur voyage ou à Paris. Seulement 3.5% des répondants ont indiqué qu'ils étaient à Paris avec un membre de leur famille.

**AVEC QUI ÊTES-VOUS À PARIS ?
TOUS LES RÉPONDANTS**



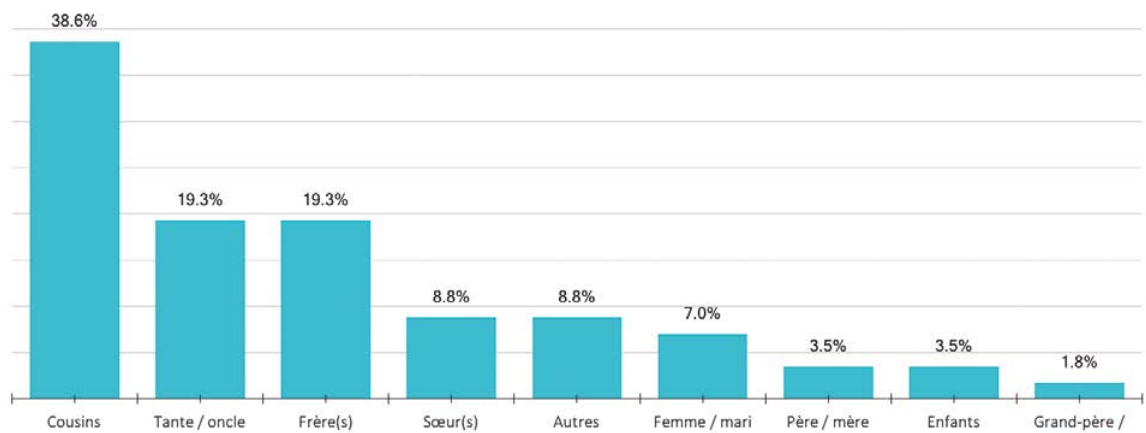
Cependant, 20.5% des répondants ont déclaré avoir de la famille ailleurs en Europe, dont 38.6% étaient des cousins, 19.3% un oncle ou une tante, 19.3% un frère, et 8.8% une sœur. Les autres membres de la famille cités comprenaient également un mari ou femme, un père ou une mère, des enfants ou des grands-parents.

**AVEZ-VOUS DE LA FAMILLE EN EUROPE ?
TOUS LES RÉPONDANTS**

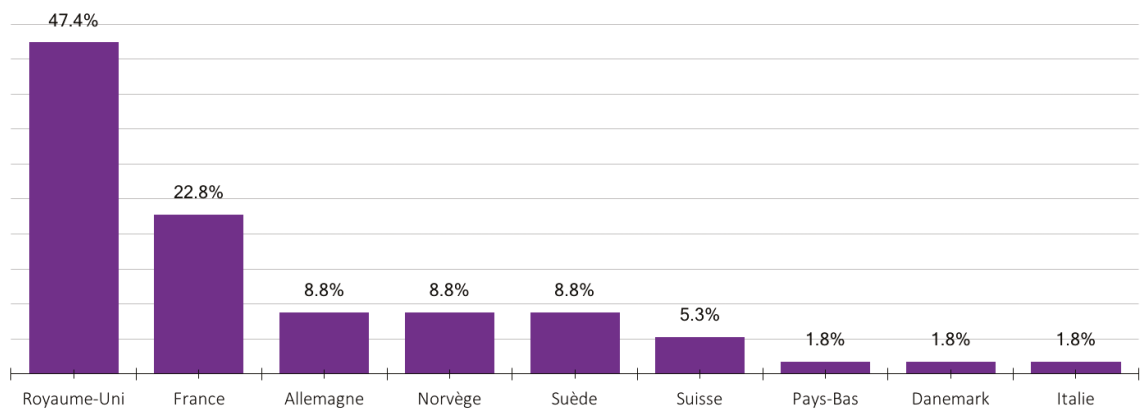


Parmi les répondants ayant de la famille en Europe, 47.4% ont déclaré que celle-ci se trouvait au Royaume-Uni, et 22.8% en France. Un pourcentage plus faible de répondants (8.8%) a indiqué avoir de la famille en Allemagne, en Norvège ou en Suède.

**QUELS MEMBRES DE VOTRE FAMILLE VIVENT EN EUROPE ?
TOUS LES RÉPONDANTS**

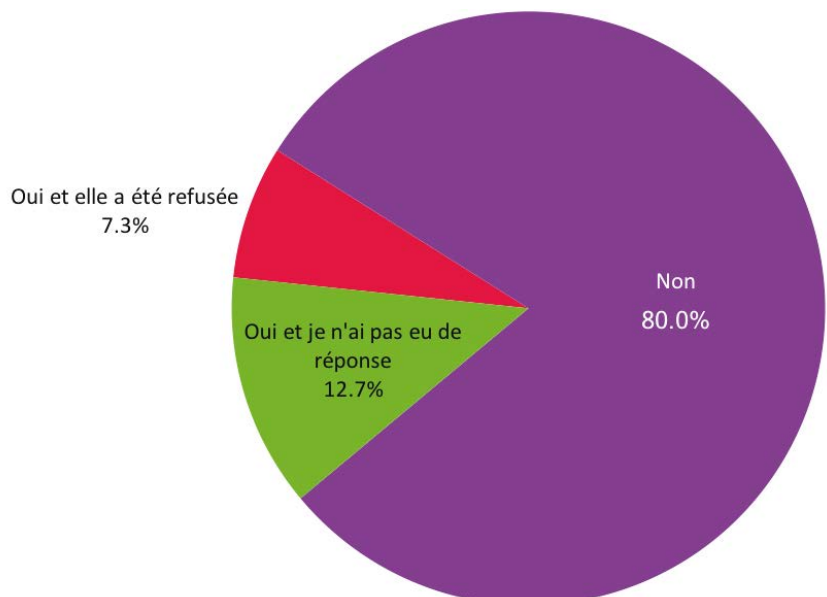


**DANS QUELS PAYS D'EUROPE AVEZ-VOUS DE LA FAMILLE ?
TOUS LES RÉPONDANTS**



En revanche, 80% des personnes ayant indiqué avoir de la famille en Europe n'ont pas fait de demande de regroupement familial sous le règlement de Dublin. 12.7% ont expliqué avoir fait une demande sans recevoir de résultat, et 7.3% ont rapporté avoir fait une demande qui a été rejetée.

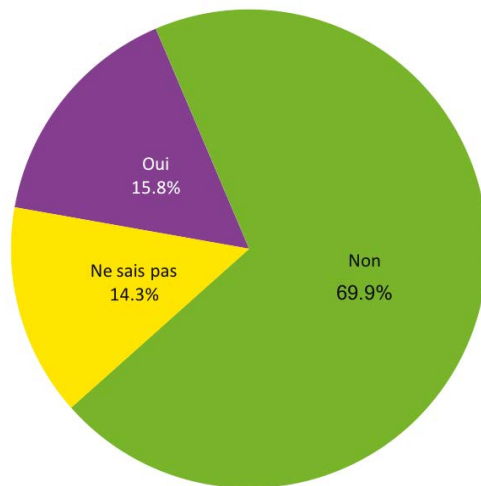
**AVEZ-VOUS FAIT UNE DEMANDE POUR REJOINDRE VOTRE FAMILLE SOUS LE PROCESSUS DE DUBLIN ?
TOUS LES RÉPONDANTS**



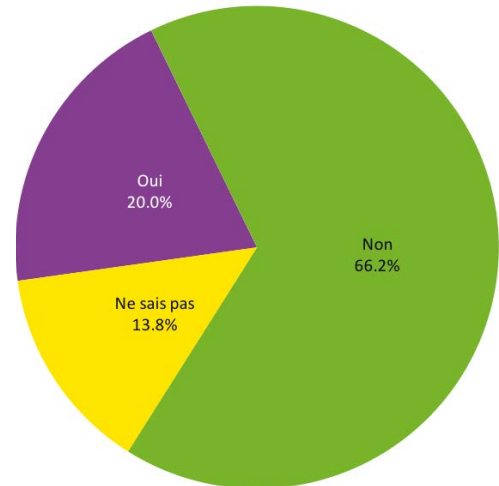
ACCÈS À L'INFORMATION ET AU CONSEIL

66.2% des répondants ont indiqué avoir peu d'accès à l'information en ce qui concerne leurs droits et leurs possibilités, tandis que 66.9% ont déclaré ne pas pouvoir accéder aux informations portant sur les règles d'immigration et d'asile européen.

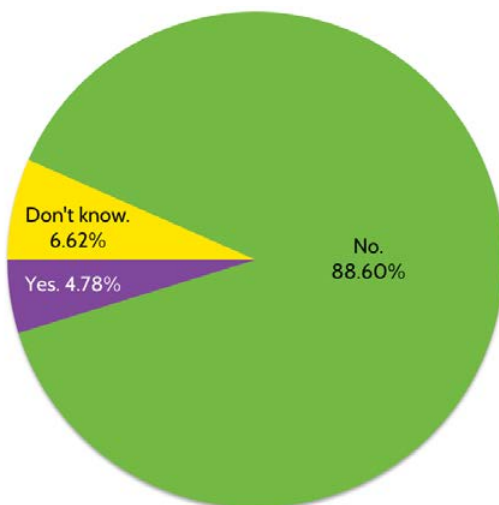
AVEZ-VOUS ACCÈS À L'INFORMATION SUR LES RÈGLES D'IMMIGRATION ET D'ASILE EUROPÉEN ?
TOUS LES RÉPONDANTS



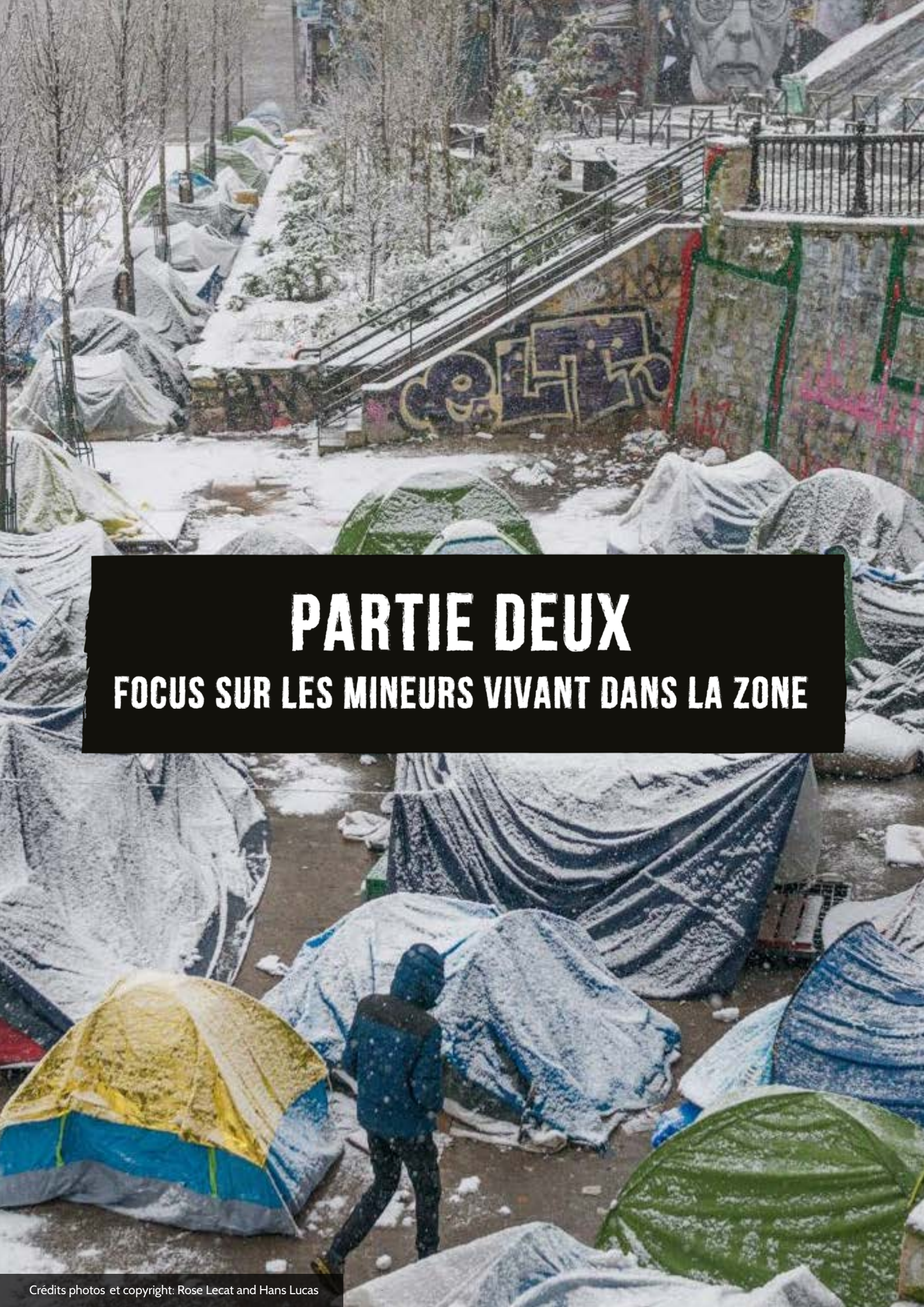
AVEZ-VOUS ACCÈS À DES INFORMATIONS CONCERNANT VOS DROITS ET VOS POSSIBILITÉS DE CHANGER VOTRE SITUATION ?
TOUS LES RÉPONDANTS



ÊTES-VOUS EN MESURE DE RETOURNER DANS VOTRE PAYS D'ORIGINE ?
TOUS LES RÉPONDANTS



Crédits photos : Samer Mustafa



PARTIE DEUX

FOCUS SUR LES MINEURS VIVANT DANS LA ZONE

ARTICLE 1

TOUS LES ÊTRES HUMAINS NAISSENT LIBRES ET ÉGAUX EN DIGNITÉ ET EN DROITS. ILS SONT DOUÉS DE RAISON ET DE CONSCIENCE ET DOIVENT AGIR LES UNS ENVERS LES AUTRES DANS UN ESPRIT DE FRATERNITÉ.

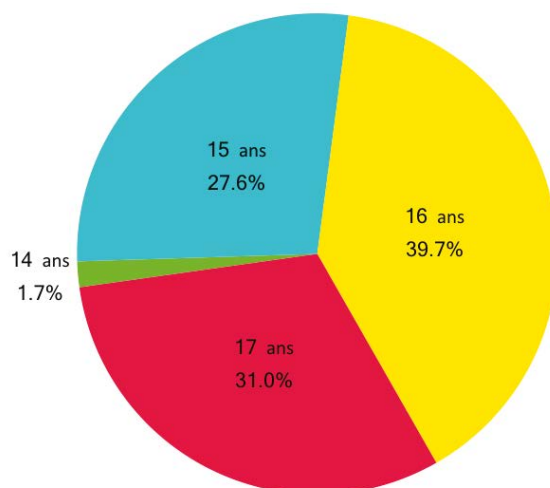
À PROPOS DES RÉPONDANTS

La situation des mineurs à Paris est particulièrement inquiétante, un grand nombre d'entre eux étant forcés de dormir dans la rue chaque nuit. À notre connaissance, il n'y a pas de chiffres disponibles concernant le nombre d'enfants qui vivent dans la rue à Paris. Refugee Rights Europe s'est entretenue avec 58 mineurs durant le processus de recherche.

REFUGEE RIGHTS EUROPE S'EST ENTRETIENUE AVEC 58 MINEURS DURANT LE PROCESSUS DE RECHERCHE.

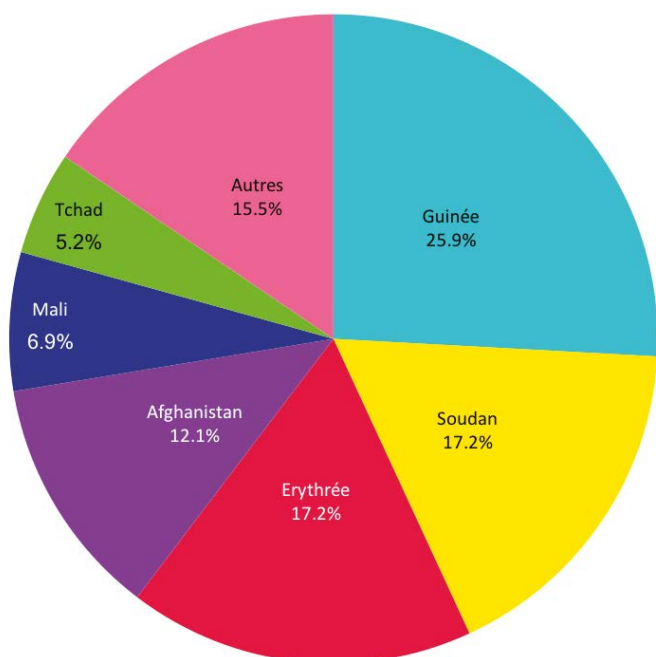
Parmi les mineurs que nous avons interviewés, 38.7% étaient âgés de 16 ans, 31% avaient 17 ans, et 27.6% avaient 15 ans. 1.7% des mineurs interviewés ont déclaré avoir 14 ans. Un grand nombre de ces mineurs étaient originaires de Guinée (25.9%), tandis que 17.2% venaient du Soudan, 17.2% d'Erythrée, 12.1% d'Afghanistan, 6.9% du Mali et 5.2% du Tchad.

QUEL ÂGE AVEZ-VOUS ? MINEURS UNIQUEMENT

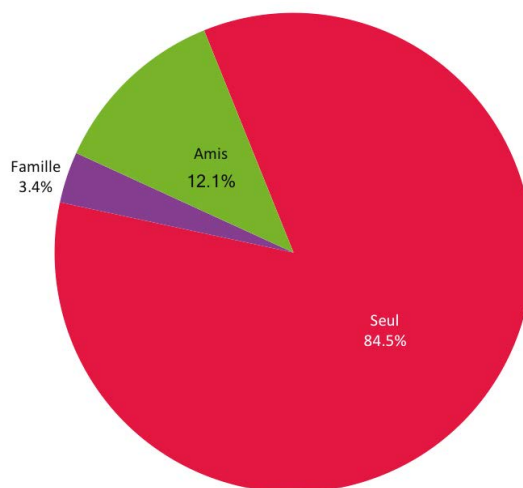


84.5% des enfants avec qui nous avons parlé n'étaient pas accompagnés, et 12.1% d'entre eux ont déclaré être avec des amis. Seulement 3.5% ont indiqué être à Paris avec leur famille.

D'OÙ VENEZ-VOUS ? MINEURS UNIQUEMENT



AVEC QUI ÊTES-VOUS À PARIS ? MINEURS UNIQUEMENT



TEMPS PASSÉ EN DÉPLACEMENT

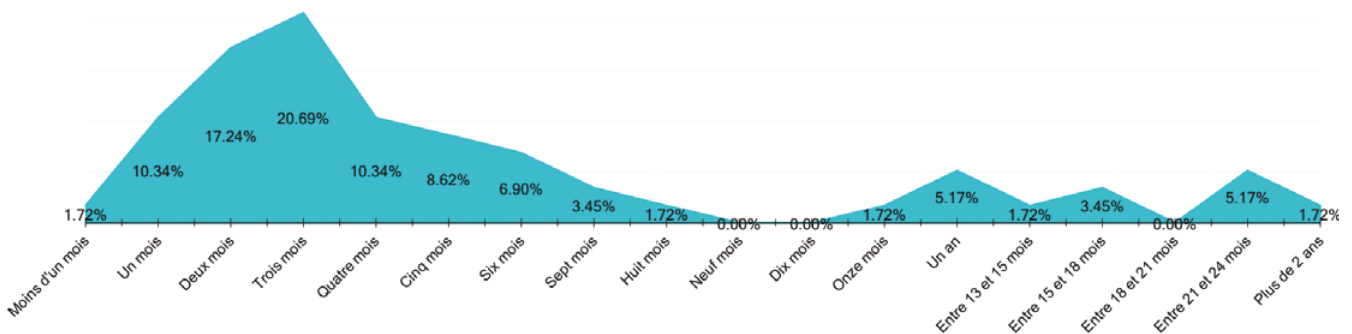
31% des mineurs étaient en Europe depuis des durées allant de six mois à plus de deux ans, tandis que la durée moyenne passée en Europe par les mineurs était de six mois. La majorité (91.2%) a déclaré se trouver en France depuis des périodes allant d'un à six mois.

94.8% des mineurs avec qui nous avons parlé avaient été dans un autre pays d'Europe avant d'arriver en France, dont 70.4% en Italie. 18.5% avaient été en Espagne, et 5.6% avaient déjà été en Allemagne. 3.7% avaient déjà été soit

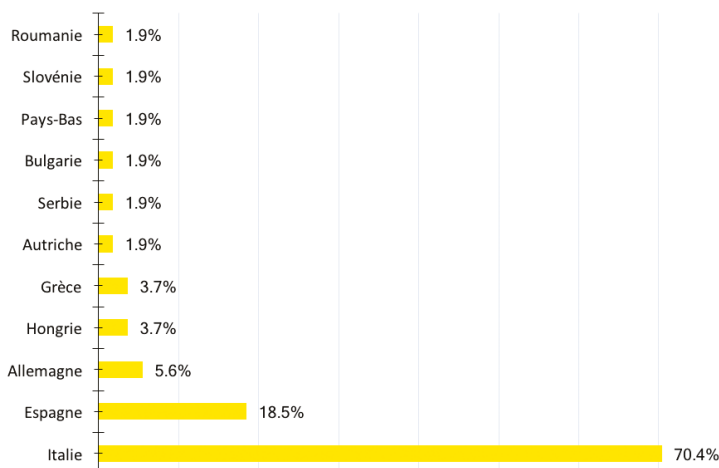
en Grèce, soit en Hongrie, et d'autres mineurs ont également déclaré s'être trouvés en Autriche, en Serbie, en Bulgarie, aux Pays-Bas, en Slovénie ou en Roumanie avant leur arrivée en France.

74.5% des mineurs ont déclaré aux chercheurs qu'ils n'avaient pas fait de demande d'asile dans un autre pays.

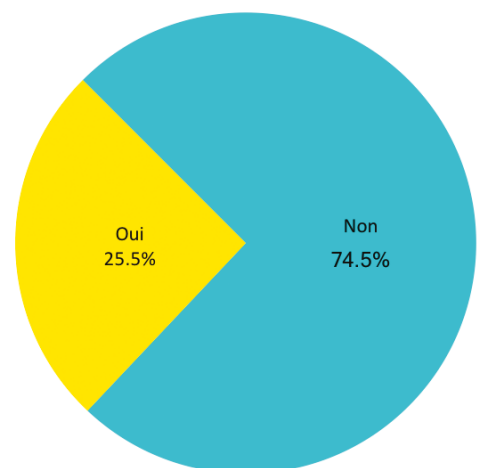
DEPUIS COMBIEN DE TEMPS ÊTES-VOUS EN EUROPE ? MINEURS UNIQUEMENT



DANS QUEL PAYS D'EUROPE ÉTIEZ-VOUS AVANT DE VENIR EN FRANCE ? MINEURS UNIQUEMENT



AVEZ-VOUS FAIT UNE DEMANDE D'ASILE DANS CET AUTRE PAYS ? MINEURS UNIQUEMENT

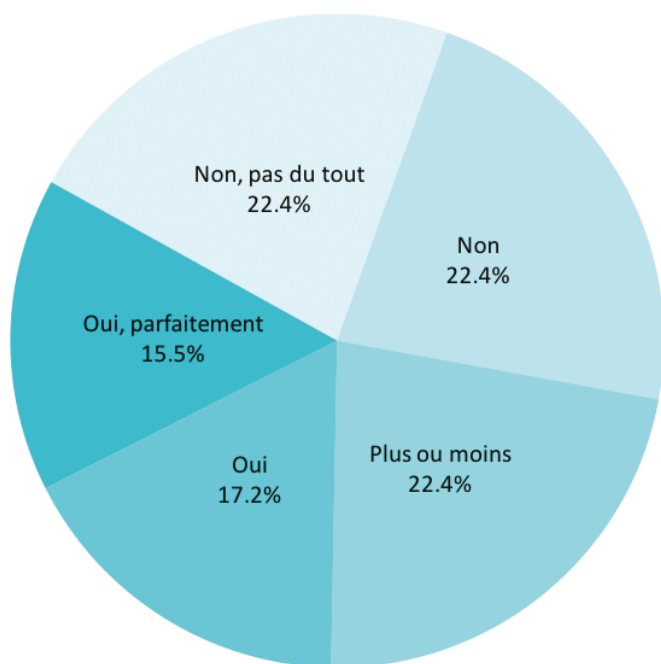


ARTICLE 3

TOUT INDIVIDU A DROIT À LA VIE, À LA LIBERTÉ ET À LA SÛRETÉ DE SA PERSONNE.

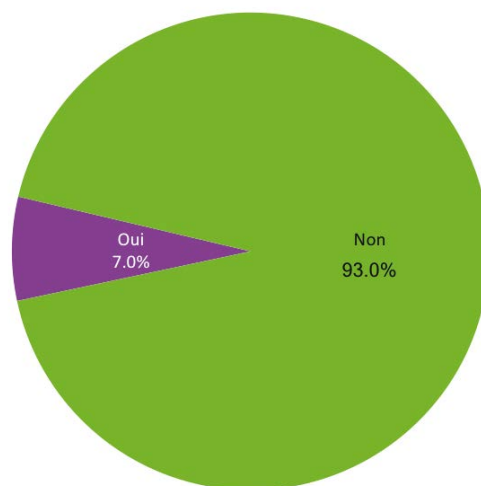
SÛRETÉ ET SÉCURITÉ

VOUS SENTEZ-VOUS EN SÉCURITÉ EN FRANCE ? MINEURS UNIQUEMENT

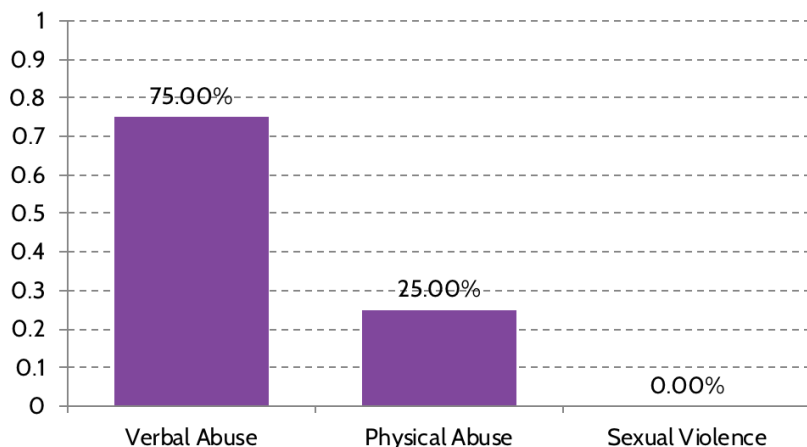


Parmi les mineurs sondés, 44.8% ont indiqué « ne pas se sentir en sécurité » ou « ne pas du tout se sentir en sécurité ». 7% avaient déjà subi des violences de la part des habitants, et la majorité ont déclaré que cette violence avait été verbale.

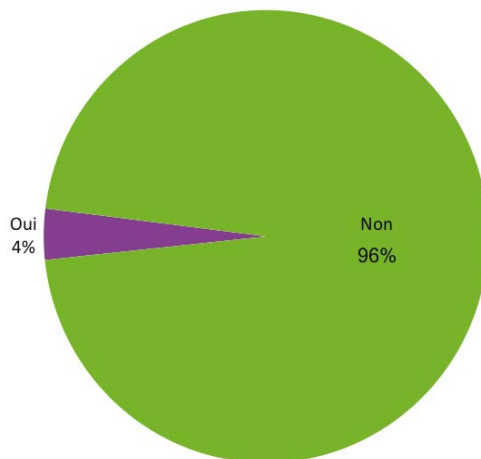
AVEZ-VOUS SUBI DES VIOLENCES DE LA PART DE LA POPULATION À PARIS ? MINEURS UNIQUEMENT



QUEL TYPE DE VIOLENCE AVEZ-VOUS SUBI DE LA PART DES HABITANTS À PARIS ? MINEURS UNIQUEMENT



AVEZ-VOUS DÉJÀ ÉTÉ TÉMOIN DE LA MORT D'UN RÉFUGIÉ À PARIS ? MINEURS UNIQUEMENT



ARTICLE 5

NUL NE SERA SOUMIS À LA TORTURE, NI À DES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DÉGRADANTS.

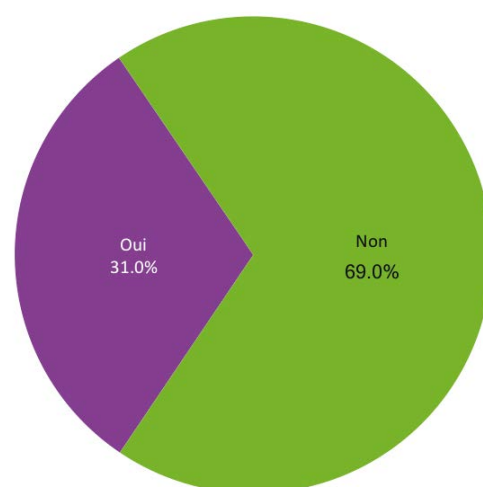
TRAITEMENT PAR LA POLICE

31% des mineurs ont rapporté avoir subi des violences de la part de la police depuis qu'ils sont à Paris. Parmi ceux-ci, 83.3% ont dit que cette violence avait pris la forme d'un usage de gaz lacrymogène, 27.8% ont rapporté des injures, et 22% des violences physiques. L'usage du gaz lacrymogène semble être un problème répandu pour les mineurs se trouvant dans la zone.

L'USAGE DU GAZ LACRYMOGÈNE SEMBLE ÊTRE UN PROBLÈME RÉPANDU POUR LES MINEURS SE TROUVANT DANS LA ZONE.

Un jeune de 16 ans originaire de Guinée a dit aux chercheurs : « Ils m'ont trouvé sous le pont de La Chapelle, nous étions couchés et ils ont commencé à pulvériser du gaz partout. Ensuite, j'ai voulu demander à la police s'il y avait un endroit où je pouvais dormir, mais ils ont pris mes papiers et ils ne me les ont pas rendu, ils ont dit qu'ils les avaient perdus ».

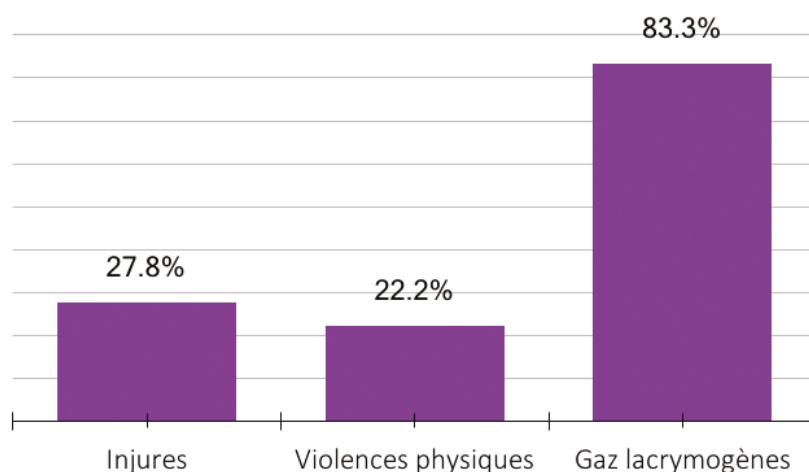
**AVEZ-VOUS SUBI DES VIOLENCES DE LA PART DE LA POLICE À PARIS ?
MINEURS UNIQUEMENT**



« NOUS DORMIONS PRÈS DU MÉTRO, DANS DES TENTES, ET LA POLICE VOULAIT QUE L'ON S'EN AILLE. LORSQUE LES GENS NE PARTAIENT PAS, LA POLICE UTILISAIT DU GAZ LACRYMOGÈNE ».

Un garçon de 15 ans venant d'Afghanistan

**QUEL TYPE DE VIOLENCE POLICIÈRE AVEZ-VOUS SUBI À PARIS ?
MINEURS UNIQUEMENT**

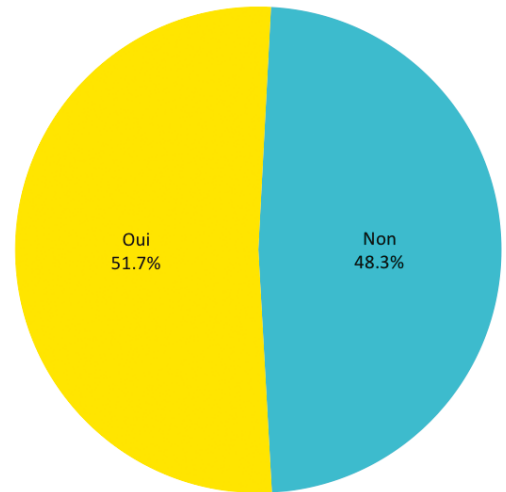


« ILS M'ONT TROUVÉ SOUS LE PONT DE LA CHAPELLE, NOUS ÉTIIONS COUCHÉS ET ILS ONT COMMENCÉ À PULVÉRISER DU GAZ PARTOUT. ENSUITE, J'AI VOULU DEMANDER À LA POLICE S'IL Y AVAIT UN ENDROIT OÙ JE POUVAIS DORMIR, MAIS ILS ONT PRIS MES PAPIERS ET ILS NE ME LES ONT PAS RENDU, ILS ONT DIT QU'ILS LES AVAIENT PERDUS ».

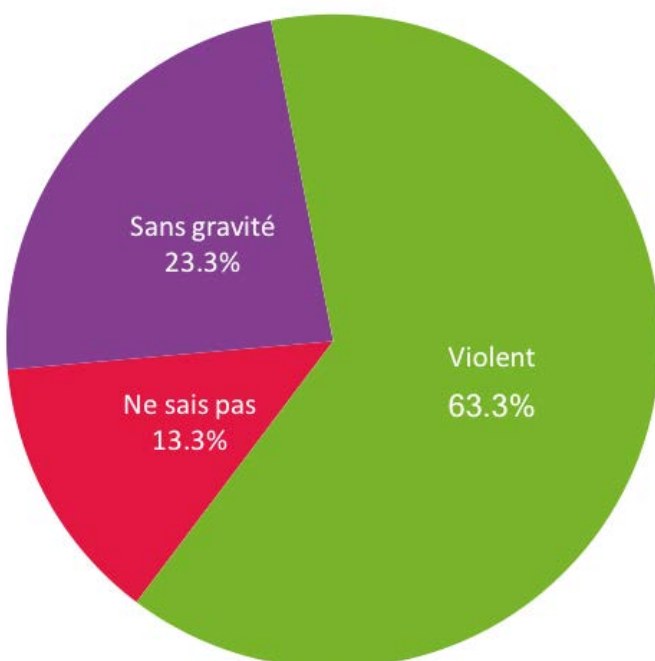
Un garçon de 16 ans originaire de Guinée

Un grand nombre (51.7%) de répondants ont rapporté s'être vu ordonner de quitter l'endroit où ils étaient en train de dormir. Parmi ceux-ci, 63.3% ont décrit l'incident comme violent, et 80% n'ont reçu aucune information quant à l'endroit où ils pouvaient dormir ensuite. Un garçon de 15 ans venant d'Afghanistan nous a dit : « Nous dormions près du métro, dans des tentes, et la police voulait que l'on s'en aille. Lorsque les gens ne parlaient pas, la police utilisait du gaz lacrymogène ».

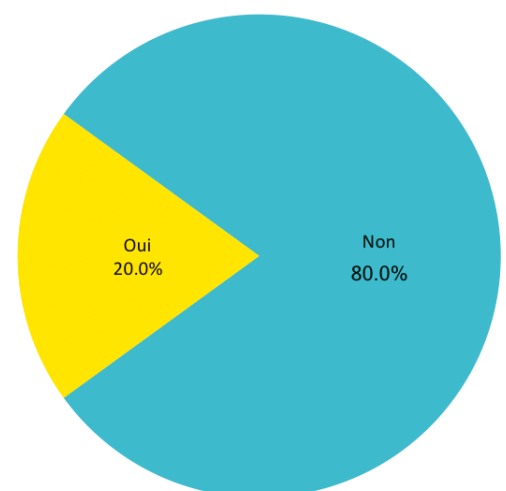
LA POLICE VOUS A-T-ELLE DÉJÀ DIT DE QUITTER L'ENDROIT OÙ VOUS ÉTIEZ EN TRAIN DE DORMIR ?
MINEURS UNIQUEMENT



COMMENT DÉCRIRIEZ-VOUS CET INCIDENT ?
MINEURS UNIQUEMENT



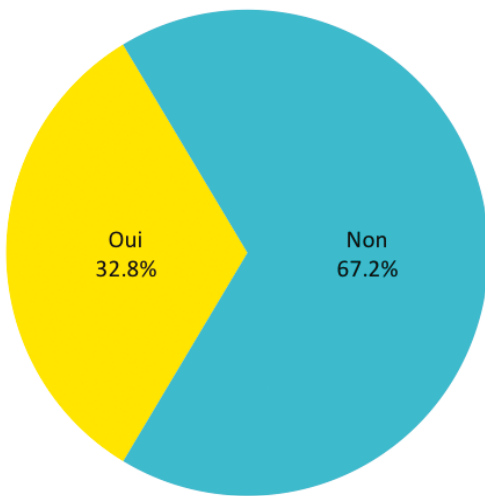
LA POLICE VOUS A-T-ELLE INDICÉ À QUEL ENDROIT VOUS POUVIEZ VOUS RENDRE POUR DORMIR ?
MINEURS UNIQUEMENT



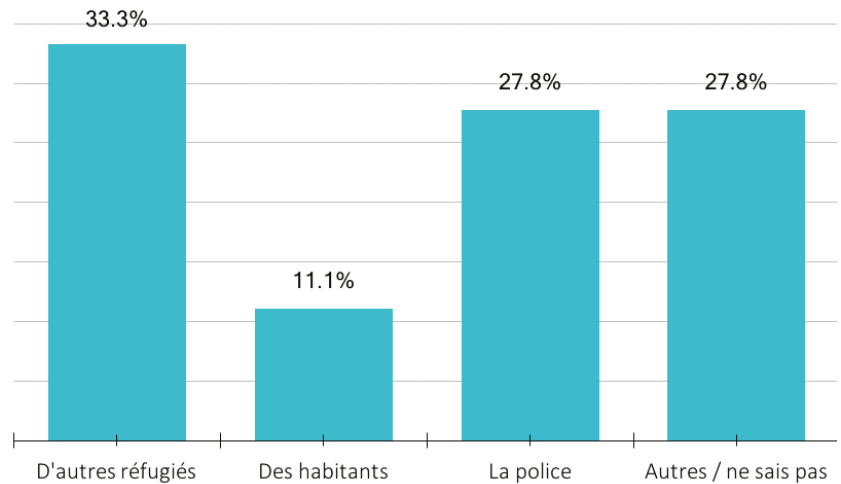
32.8% ont indiqué que leurs effets personnels leur avaient été pris lorsqu'ils étaient à Paris. Parmi ceux-ci, un tiers ont dit que leurs affaires avaient été prises par d'autres réfugiés, 27.8% ont déclaré que leurs effets personnels

avaient été confisqués par la police, et 11.1% ont dit penser que leurs affaires avaient été prises par les habitants.

VOUS A-T-ON DÉJÀ PRIS CERTAINS DE VOS EFFETS PERSONNELS LORSQUE VOUS ÉTIEZ À PARIS ? MINEURS UNIQUEMENT



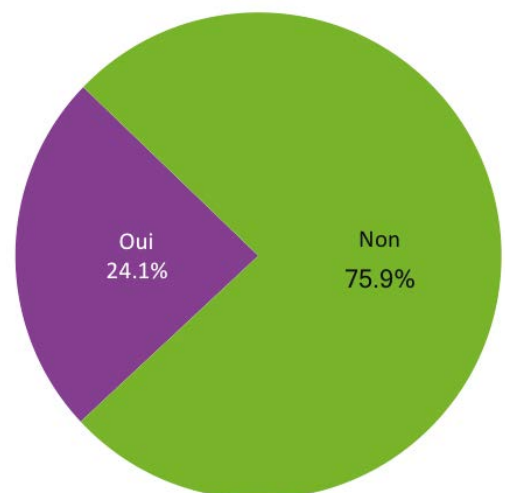
QUI VOUS A PRIS VOS EFFETS PERSONNELS ? MINEURS UNIQUEMENT



ARRESTATIONS ET DÉTENTIONS

24.1% des mineurs ont rapporté avoir déjà été arrêtés ou détenus en France.

AVEZ-VOUS DÉJÀ ÉTÉ ARRÊTÉ OU DÉTENU EN FRANCE ? MINEURS UNIQUEMENT



ARTICLE 25 (1)

TOUTE PERSONNE A DROIT À UN NIVEAU DE VIE SUFFISANT POUR ASSURER SA SANTÉ, SON BIEN-ÊTRE ET CEUX DE SA FAMILLE, NOTAMMENT POUR L'ALIMENTATION, L'HABILLEMENT, LE LOGEMENT, LES SOINS MÉDICAUX AINSI QUE POUR LES SERVICES SOCIAUX NÉCESSAIRES ; ELLE A DROIT À LA SÉCURITÉ EN CAS DE CHÔMAGE, DE MALADIE, D'INVALIDITÉ, DE VEUVAGE, DE VIEILLESSE OU DANS LES AUTRES CAS DE PERTE DE SES MOYENS DE SUBSISTANCE PAR SUITE DE CIRCONSTANCES INDÉPENDANTES DE SA VOLONTÉ.

CONDITIONS DE VIE

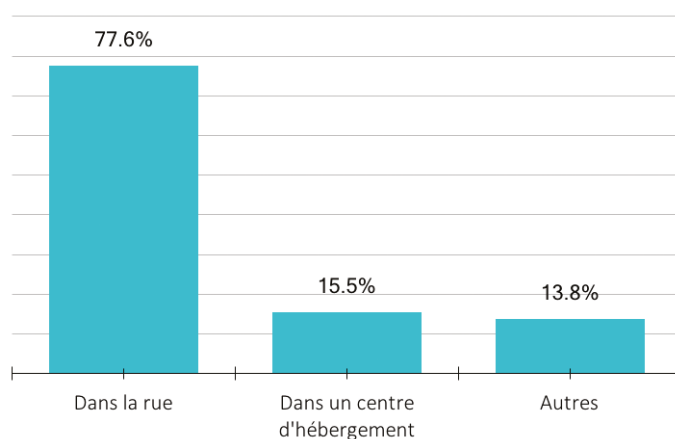
Les conditions de vie des mineurs, dont la plupart sont non accompagnés, semblent aller à l'encontre de toutes les normes internationales en matière de protection de l'enfance. 77.6% des mineurs interviewés à Paris ont dit dormir dans la rue, où ils sont par ailleurs plus exposés aux maladies, mais également au risque d'être victimes d'exploitation ou de traite des êtres humains.

LES MINEURS SONT PAR AILLEURS PLUS EXPOSÉS AUX MALADIES, MAIS ÉGALEMENT AU RISQUE D'ÊTRE VICTIMES D'EXPLOITATION OU DE TRAITE DES ÊTRES HUMAINS.



Crédits photos : Samer Mústafa

OÙ DORMEZ-VOUS ? MINEURS UNIQUEMENT



Les organisations présentes sur le terrain nous ont expliqué que les autorités contestent souvent l'âge des mineurs. À Paris, tous les mineurs font l'objet d'une évaluation de leur âge par la Croix Rouge. Cependant, il nous a été rapporté une inquiétude grandissante quant au fait que tous les mineurs n'auraient pas l'opportunité de passer un véritable entretien, et que les évaluations seraient plutôt conduites en cinq minutes sur base de la taille et de l'apparence des mineurs. Cette tendance est très inquiétante puisqu'elle peut conduire à laisser des mineurs vulnérables dans les rues. Un garçon originaire du Darfour nous a dit qu'il n'avait pas de document pour prouver son âge, et qu'il n'avait donc pas pu accéder aux centres d'hébergement pour mineurs. Il nous a dit qu'il vivait dans les rues de Paris depuis trois mois.

Refugee Rights Europe a constaté que certains enfants, qui ont déjà été soumis à l'évaluation et ont été reconnus mineurs, dorment toujours dans la rue à cause du manque d'hébergements. Les organisations présentes sur le terrain ont organisé des groupes d'hébergement citoyens afin d'assurer que les mineurs vulnérables ne soient pas contraints de passer leurs nuits dans la rue.

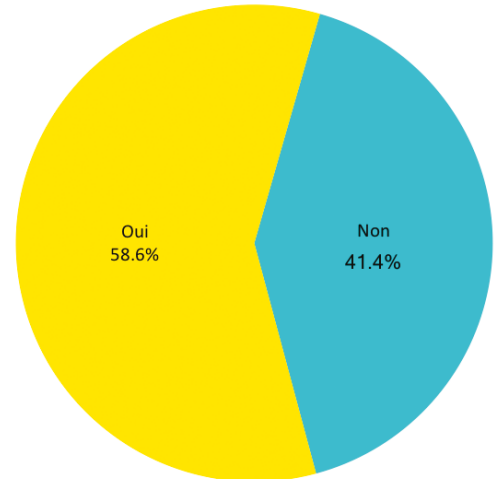
Nous avons également constaté que ceux qui sont reconnus comme étant mineurs par les autorités françaises mais qui ont plus de 15 ans sont logés dans des hôtels. Un certain nombre de répondants ont fait part de leur inquiétude par rapport à ces hôtels et aux opportunités pour les mineurs qui s’y trouvent, en particulier pour les hôtels situés en dehors de Paris. Un garçon de 16 ans a raconté avoir quitté son hébergement en dehors de Paris, où il n’y avait aucune possibilité éducative, et être venu en ville à la place afin d’essayer d’aller à l’école. Au moment de notre recherche, il vivait dans les rues de Paris.

PLUSIEURS MINEURS ONT ÉGALEMENT INDIQUÉ AVOIR ÉTÉ CONTRAINTS DE QUITTER LEUR HÉBERGEMENT À SEPT HEURES LE MATIN, POUR SEULEMENT REVENIR LE SOIR APRÈS AVOIR PASSÉ LA JOURNÉE DANS LA RUE.

Plusieurs mineurs ont également indiqué avoir été contraints de quitter leur hébergement à sept heures le matin, pour seulement revenir le soir après avoir passé la journée dans la rue. Les répondants ont également fait état

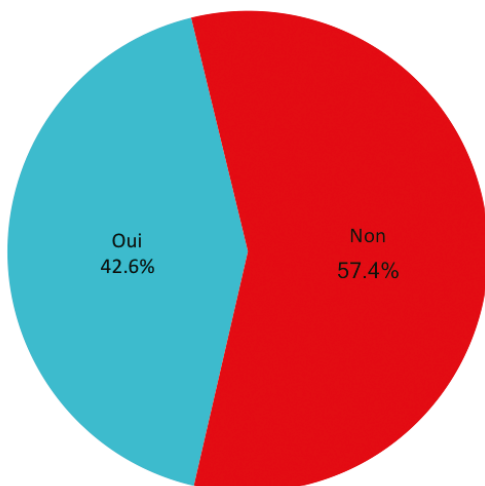
de problèmes avec la qualité de la nourriture reçue, et ont dit aux chercheurs qu’ils allaient souvent aux distributions de nourriture en ville à la place. 41.2% des mineurs ont déclaré ne pas avoir assez de nourriture chaque jour.

**AVEZ-VOUS SUFFISAMMENT À MANGER TOUS LES JOURS ?
MINEURS UNIQUEMENT**



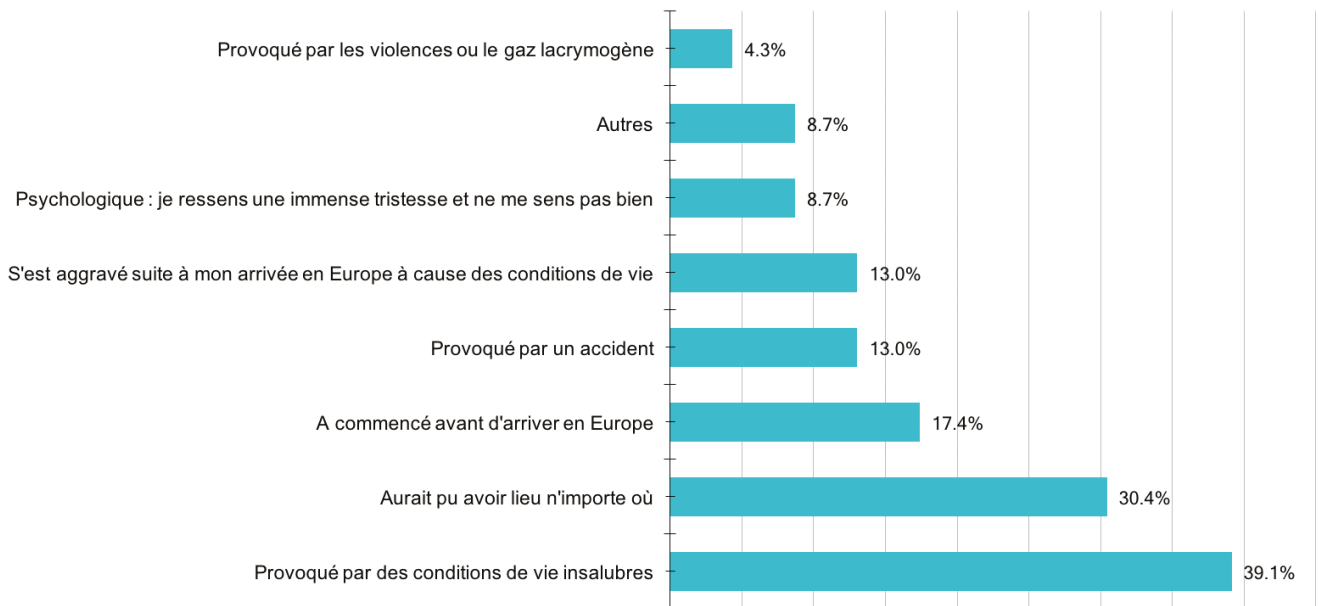
SANTÉ PHYSIQUE ET MENTALE

**AVEZ-VOUS EU DES PROBLÈMES DE SANTÉ EN FRANCE ?
MINEURS UNIQUEMENT**

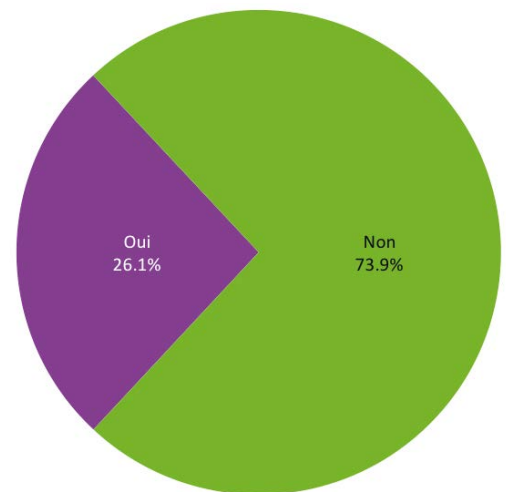


42.6% des mineurs ont déclaré avoir eu un problème de santé en France. Parmi ceux-ci, 39.1% ont indiqué que leur problème de santé était un résultat de leurs conditions de vie néfastes. 8.7% des répondants ont qualifié leur problème de trouble mental plutôt que de problème physique. 73.9% des mineurs ont indiqué n’avoir reçu aucun soin médical en France.

COMMENT DÉCRIRIEZ-VOUS VOS PROBLÈMES DE SANTÉ ?
MINEURS UNIQUEMENT



AVEZ-VOUS REÇU DES SOINS MÉDICAUX EN FRANCE ?
MINEURS UNIQUEMENT



ARTICLE 28

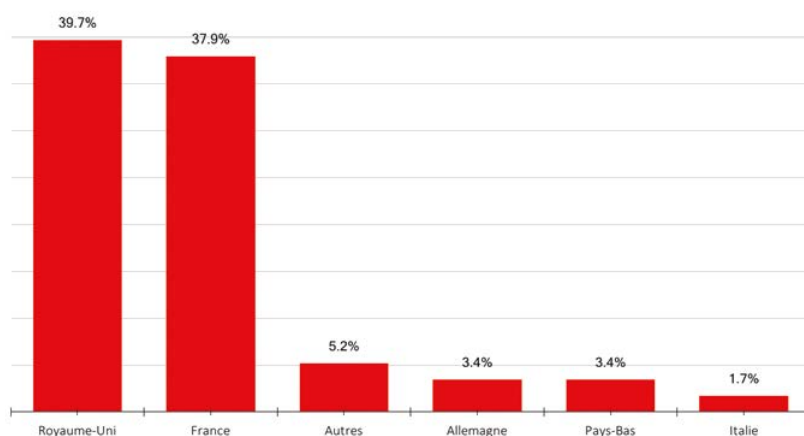
TOUTE PERSONNE A DROIT À CE QUE RÈGNE, SUR LE PLAN SOCIAL ET SUR LE PLAN INTERNATIONAL, UN ORDRE TEL QUE LES DROITS ET LIBERTÉS ÉNONCÉS DANS LA PRÉSENTE DÉCLARATION PUISSENT Y TROUVER PLEIN EFFET.

POURSUITE DU VOYAGE

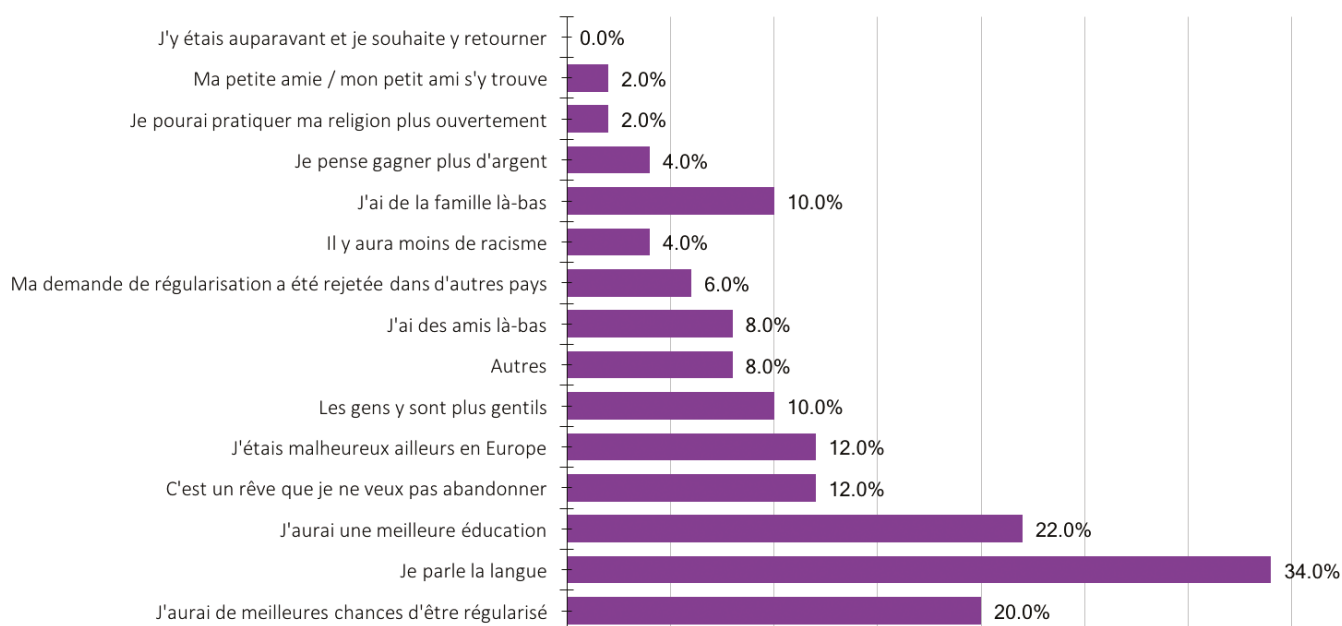
Parmi les mineurs avec qui nous avons parlé, 39.7% ont dit penser que le Royaume-Uni était le meilleur pays pour eux, tandis que 37.9% ont indiqué que la France était le meilleur pays pour eux. La raison la plus citée par les répondants pour justifier leur volonté de se rendre dans un pays en particulier était celle de leur capacité à parler la langue dudit pays. 22% des mineurs ont dit penser qu'ils pouvaient recevoir une meilleure éducation dans leur pays de préférence, et 20% ont dit penser qu'ils auraient une meilleure chance d'y obtenir des papiers.

52.7% des mineurs ont indiqué vouloir rester en France, et seulement 26.3% ont fait une demande d'asile en France. Une des explications de cet écart pourrait être le manque d'information disponible aux mineurs sur leurs droits et sur le droit d'asile européen.

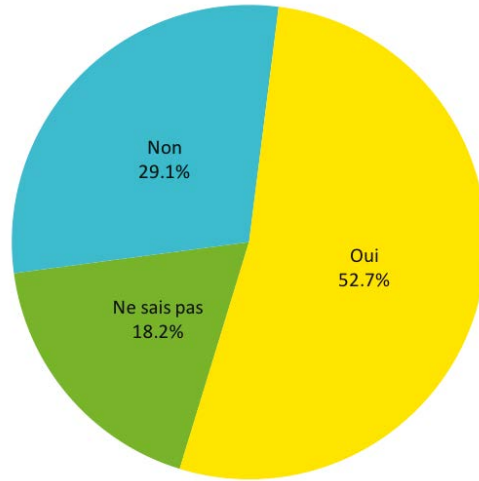
QUEL PAYS EST, À VOTRE AVIS, LE MEILLEUR POUR VOUS ? MINEURS UNIQUEMENT



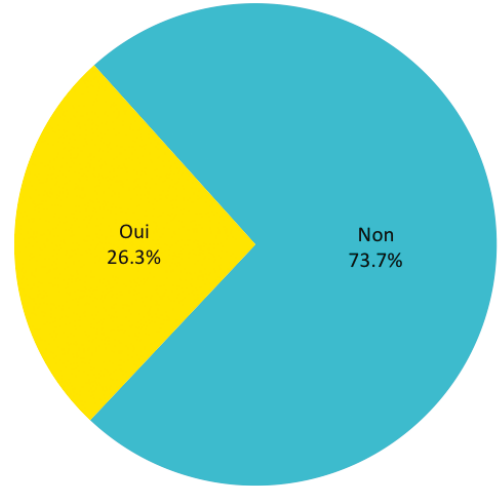
POURQUOI PENSEZ-VOUS QUE CE PAYS EST LE MEILLEUR POUR VOUS ? MINEURS UNIQUEMENT



DÉSIREZ-VOUS RESTER EN FRANCE ?
MINEURS UNIQUEMENT



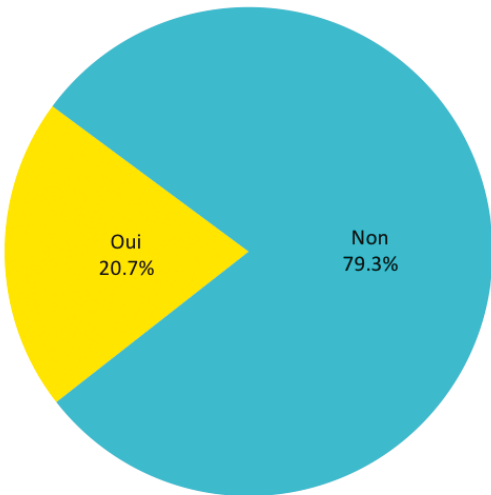
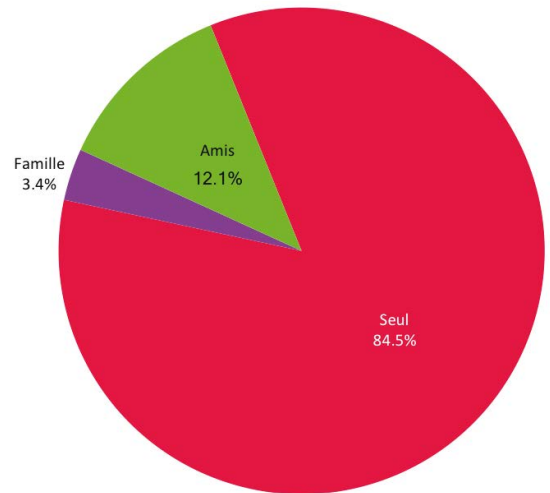
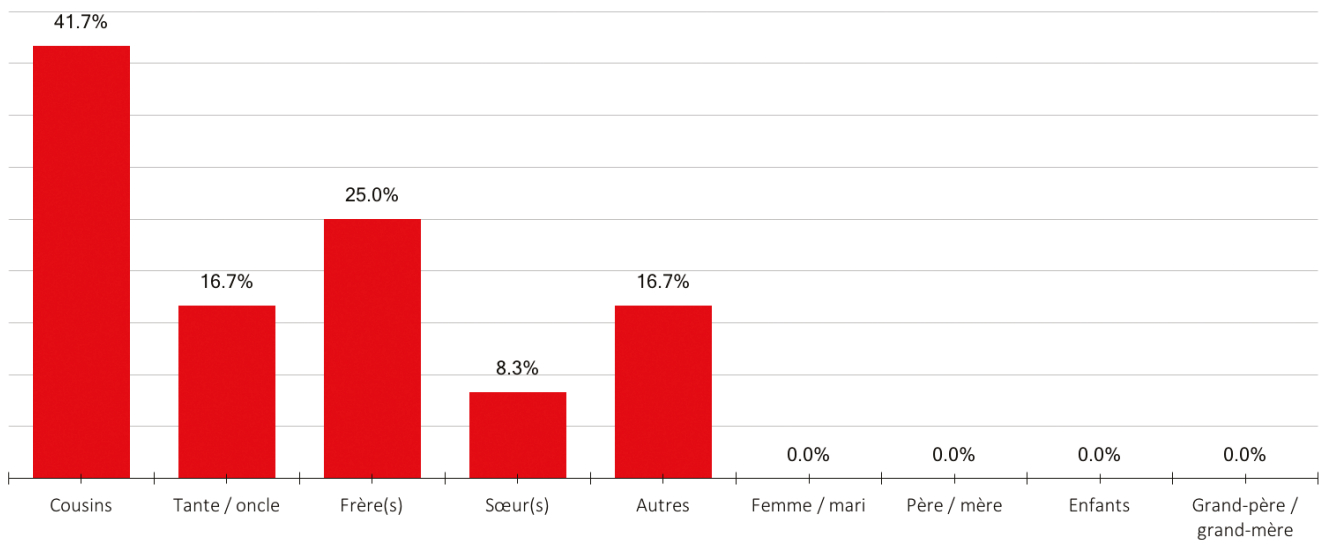
AVEZ-VOUS FAIT UNE DEMANDE D'ASILE EN FRANCE ?
MINEURS UNIQUEMENT



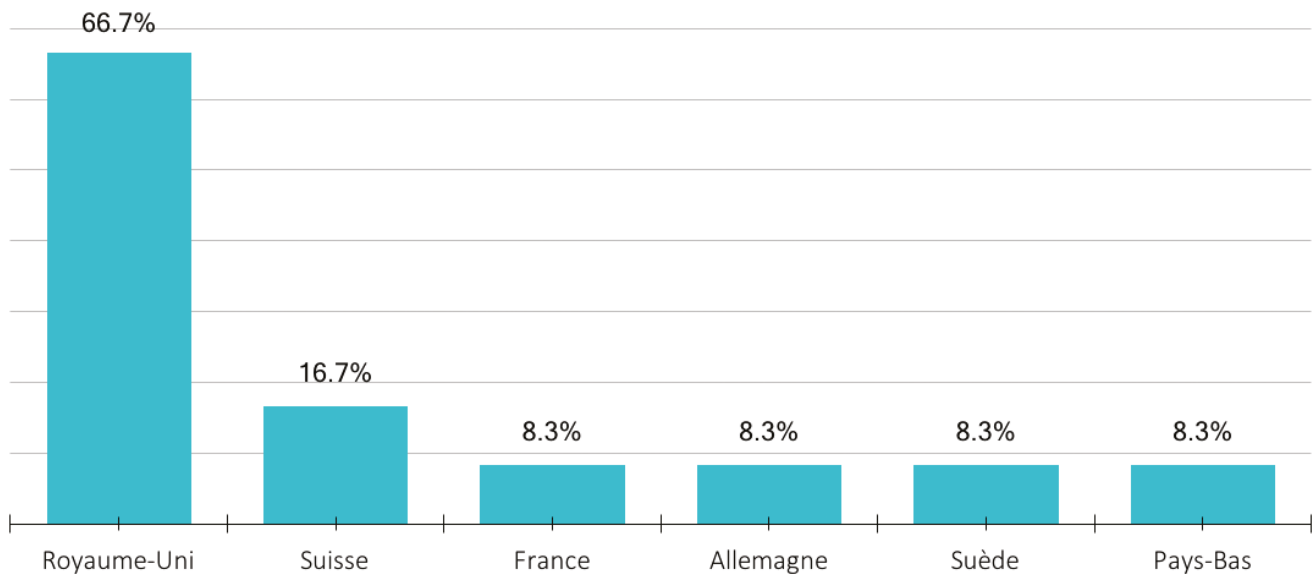
Crédits photos : Mohamad Alhussein Saoud

FAMILY RELATIONS

84.5% des mineurs à qui nous avons parlé étaient non accompagnés. 20.7% des mineurs ont déclaré qu'ils avaient de la famille en Europe, dont des cousins, oncles, tantes, frères et sœurs, ou autres membres de la famille. La majorité des mineurs ont rapporté avoir de la famille au Royaume-Uni (66.7%), tandis que d'autres ont indiqué avoir de la famille en Suisse, en Allemagne, en Suède et aux Pays-Bas.

AVEZ-VOUS DE LA FAMILLE EN EUROPE ?
 MINEURS UNIQUEMENT

AVEC-QUI ÊTES-VOUS À PARIS ?
 MINEURS UNIQUEMENT

QUELS MEMBRES DE VOTRE FAMILLE VIVENT EN EUROPE ?
 MINEURS UNIQUEMENT


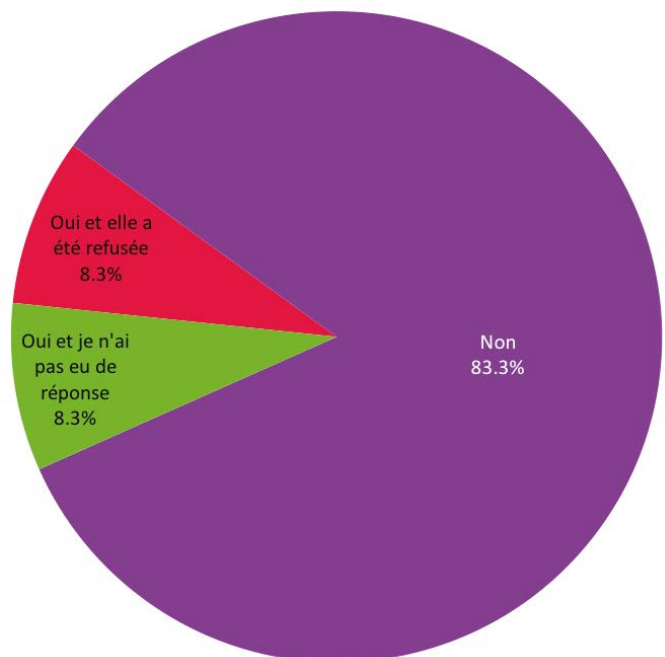
DANS QUELS PAYS D'EUROPE AVEZ-VOUS DE LA FAMILLE ? MINEURS UNIQUEMENT



Le grand nombre de mineurs ayant indiqué avoir de la famille au Royaume-Uni laisse à penser que ceux-ci pourraient être admissibles au regroupement familial sous le règlement de Dublin. Cependant, seulement 83.3% des mineurs ont fait une demande de regroupement familial sous le règlement de Dublin. 8.3% ont indiqué que leur demande avait été rejetée, et le même pourcentage de répondants a déclaré avoir fait une demande mais n'avoir pas encore reçu de résultat.

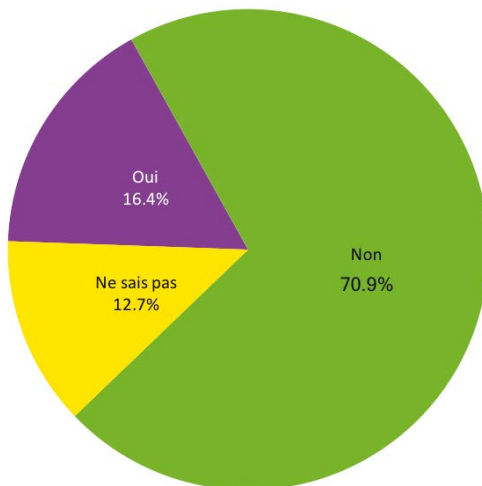
LE GRAND NOMBRE DE MINEURS AYANT INDiqué AVOIR DE LA FAMILLE AU ROYAUME-UNI LAISSE À PENSER QUE CEUX-CI POURRAIENT ÊTRE ADMISSIBLES AU REGROUPEMENT FAMILIAL SOUS LE RÈGLEMENT DE DUBLIN.

AVEZ-VOUS FAIT UNE DEMANDE POUR REJOINDRE VOTRE FAMILLE SOUS LE PROCESSUS DE DUBLIN ? MINEURS UNIQUEMENT

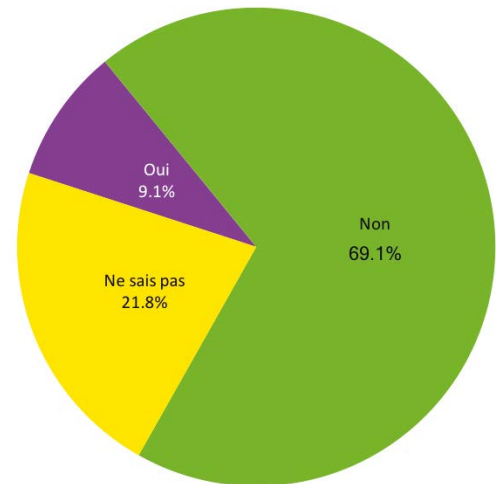


ACCÈS À L'INFORMATION ET AU CONSEIL

**AVEZ-VOUS ACCÈS À DES
INFORMATIONS CONCERNANT VOS
DROITS ET VOS POSSIBILITÉS DE
CHANGER VOTRE SITUATION ?**
MINEURS UNIQUEMENT



**AVEZ-VOUS ACCÈS À
L'INFORMATION SUR LES
RÈGLES D'IMMIGRATION ET
D'ASILE EUROPÉEN ?**
MINEURS UNIQUEMENT

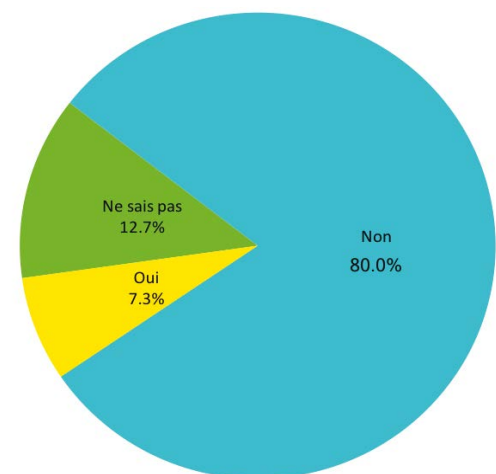


70.9% des mineurs avec qui nous sommes entretenus n'avaient pas accès aux informations sur leurs droits et sur les possibilités de changer leur situation, tandis qu'un pourcentage similaire (69.1%) n'avait pas d'accès à l'information sur les règles européennes d'immigration et d'asile.

**LE MANQUE D'INFORMATIONS
DISPONIBLES AUX MINEURS
RISQUE D'AGGRAVER LA
SITUATION D'INCERTITUDE DANS
LAQUELLE SE TROUVENT UN
GRAND NOMBRE D'ENTRE EUX.**

Ces chiffres sont particulièrement alarmants compte tenu du nombre de mineurs qui ont déclaré avoir de la famille en Europe. Le manque d'informations disponibles aux mineurs risque d'aggraver la situation d'incertitude dans laquelle se trouvent un grand nombre d'entre eux, et d'allonger la période qu'ils passeront dans la rue à Paris.

**ÊTES-VOUS EN MESURE DE
RETOURNER DANS VOTRE PAYS
D'ORIGINE ?**
MINEURS UNIQUEMENT



CONCLUSION

Les résultats de la recherche présentés dans ce rapport soulignent l'ampleur de la crise des droits de la personne et de l'enfant qui a lieu dans les rues de Paris.

En particulier, les résultats de la recherche mettent en avant les éléments de préoccupation suivants :

SÛRETÉ ET SÉCURITÉ

Un grand nombre de répondants ont indiqué ne pas se sentir en sécurité dans les rues de Paris, en grande partie à cause du climat d'incertitude dans lequel de nombreuses personnes déplacées se trouvent. Les personnes interrogées ont rapporté des abus de la part des habitants de Paris, qui ont souvent pris la forme d'injures, notamment à caractère raciste. Il semble il n'y avoir que très peu de soutien pour les réfugiés de Paris souhaitant faire part de leurs inquiétudes en ce qui concerne leur sécurité. Il y a également un manque de procédures de protection pour les mineurs non accompagnés dans la zone.

VIOLENCE POLICIÈRE

Alors que les plaintes faisant état de violences physiques sont moins nombreuses qu'à Calais, la majorité des répondants ont indiqué faire régulièrement l'objet d'usage de gaz lacrymogène par la police. Cet usage semble relever d'une tactique d'intimidation de la part des forces de l'ordre afin d'expulser les gens des endroits où ils se rendent pour dormir. Les répondants ont également rapporté que la police détruisait parfois leurs tentes ou prenait leurs effets personnels, y compris leurs vêtements et chaussures.

LES CONDITIONS DE VIE

Il ne fait aucun doute que les conditions de vie à Paris demeurent bien en dessous des normes humanitaires internationales. Un grand nombre de réfugiés sont forcés de rester dans la rue par des températures glaciales, avec très peu voire aucun accès aux installations sanitaires, bien que nombre d'entre eux aient déposé une demande d'asile en France. Certains ont également indiqué ne pas avoir suffisamment de nourriture. Les chercheurs ont aussi interviewé des enfants non accompagnés dans la zone, dont beaucoup vivant dans la rue alors qu'ils été reconnus comme mineurs.

SANTÉ

Compte tenu des mauvaises conditions de sécurité et d'hygiène auxquelles doivent faire face les réfugiés et personnes déplacées dans la zone, il n'est pas surprenant de voir que la majorité des répondants ont indiqué avoir eu des problèmes de santé depuis qu'ils sont en France. Les périodes de temps prolongées dans la rue augmentent le risque d'avoir des problèmes de santé, et il semble n'y avoir que très peu de soutien pour les personnes déplacées qui souffrent de problèmes de santé mentale.

ACCÈS À L'INFORMATION

À Paris, les réfugiés et personnes déplacées ont très peu d'accès à l'information sur le droit d'asile européen, ni en ce qui concerne la manière de changer leur situation actuelle. Près de la moitié d'entre eux désirent rester en France. Cependant, un grand nombre de répondants ont indiqué penser que le Royaume-Uni serait le meilleur pays pour eux, mais qu'ils ne savaient pas de quelle manière ils pourraient s'y rendre. La situation est particulièrement grave pour les mineurs. Parmi ceux qui ont de la famille au Royaume-Uni, la majorité n'a pas fait de demande de regroupement familial sous le règlement de Dublin.

Sur la base de ces résultats, les recommandations suivantes sont faites :

1. CONDITIONS DE VIE HUMAINES

La fourniture d'abris est un besoin urgent afin de protéger les droits humains des personnes déplacées à Paris. La réponse actuelle de l'État, qui semble se limiter à créer un environnement hostile pour les réfugiés et personnes déplacées à Paris, laisse la majorité d'entre eux dans des conditions précaires et inhumaines qui sont loin d'être conformes aux normes internationales. Plus de centres d'hébergement sont requis, pas seulement dans les situations d'urgence telles qu'en cas de températures extrêmement basses, afin d'assurer que les demandeurs d'asile aient un abri et de la nourriture.

2. ACCÈS À L'INFORMATION ET VOIES DE MIGRATION LÉGALE

Les informations et les ressources doivent être mises à la disposition des réfugiés et demandeurs d'asile, dans des langues qu'ils comprennent, afin de leur offrir une orientation claire et transparente sur les règles d'asile françaises et européennes. De plus, le gouvernement français doit assurer que les personnes déplacées puissent accéder à des voies de migration légales et sûres, et qu'elles ne soient pas forcées de se rendre à Calais pour tenter d'aller au Royaume-Uni dans des conditions dangereuses. La situation actuelle, dans laquelle les réfugiés et personnes déplacées sont dispersés à travers la ville sans aucun accès à l'information, conduit à ce que beaucoup de ceux qui seraient admissibles au regroupement familial sous le règlement de Dublin demeurent néanmoins coincés dans de mauvaises conditions.

3. ASSURER LA PROTECTION DES ENFANTS

Le gouvernement français doit assurer que tous les enfants aient droit à une évaluation de leur âge qui soit effectuée dans un délai convenable et de manière transparente. Ceux qui peuvent prétendre à une protection doivent être admis dans des logements sûrs et sécurisés dans les meilleurs délais. Un logement sûr doit également être fourni à ceux qui font appel à cette décision. Compte tenu de l'importance de cette situation pour le gouvernement du Royaume-Uni, des actions déterminantes doivent être prises en ce qui concerne les enfants vulnérables dans les rues de Paris. La mise en place de canaux de migration légale doit être considérée comme une priorité pour le gouvernement britannique, un grand nombre de ces enfants pouvant prétendre à la protection au Royaume-Uni en vertu du mécanisme « Dubs », ou au regroupement familial sous le règlement de Dublin. Les canaux de migration légale sont indispensables pour lutter contre le pouvoir des trafiquants d'êtres humains qui exploitent les enfants et adultes vulnérables dans la zone, et leur mise en place ne doit plus être retardée.



Crédits photos et copyright : Rose Lecat and Hans Lucas

Une action politique durable et efficace est urgemment requise pour protéger les droits humains des réfugiés et personnes déplacées se trouvant sur le sol français.

Déclaration universelle des droits de l'homme doit demeurer au cœur de toute initiative politique, afin d'assurer que les réfugiés et personnes déplacées puissent bénéficier de la protection et des opportunités qu'ils sont en droit d'attendre en vertu des normes internationales.



www.refugeerights.org.uk

| info@refugeerights.org.uk

| [@Refugee_RE](https://www.instagram.com/Refugee_RE)